PÉROU

Étude réalisée dans le cadre de la mission économique conjointe présidée par **SAR la Princesse Astrid**, Représentante de SM le Roi

18 > 25 octobre 2014

agence pour le commerce extérieur

PRÉFACE

Terre gâtée par la nature, le Pérou ne manque pas d'atouts pour séduire les investisseurs. La croissance remarquable enregistrée depuis 2000 lui a valu le surnom flatteur de « Tigre des Andes ». Son bulletin macro-économique affiche par ailleurs d'excellents paramètres, comme une inflation maîtrisée, une dette publique enviée et des réserves de changes très confortables.

Son patrimoine minier conséquent, combiné aux cours élevés des métaux sur les marchés internationaux, contribue largement à ce succès. Loin d'avoir dévoilé tout son potentiel, le secteur est devenu une destination mondiale incontournable pour le commerce extérieur et les investissements.

Pour éviter la dépendance à ces seules ressources, la diversification des activités économiques figure parmi les priorités du gouvernement. La variété des richesses naturelles et climatiques du Pérou mérite d'être pleinement exploitée afin de collaborer au dynamisme du pays, et ce tout particulièrement pour les secteurs de l'agriculture, de la pêche ou des énergies renouvelables. La modernisation des techniques et des infrastructures laissent également entrevoir des opportunités alléchantes pour nos sociétés.

Preuve de sa grande ouverture à l'international, le Pérou multiple les accords de libre-échange et attire les investisseurs étrangers. La simplification des procédures et l'abaissement des barrières tarifaires dopent les relations commerciales et facilitent l'accès des entreprises au marché, notamment par le biais du traité bilatéral signé avec l'Union européenne au printemps 2013.

C'est dans ce contexte que l'Agence pour le Commerce extérieur, en collaboration avec ses partenaires régionaux, l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, Bruxelles Invest & Export et Flanders Investment & Trade, organise cette mission princière. Nous sommes convaincus que celle-ci constituera pour nos entreprises une excellente occasion de faire preuve de leur savoir-faire et de révéler leurs atouts sur le marché péruvien.

Fabienne L'Hoost

Directeur général adjoint

Marc Bogaerts

Directeur général

EXECUTIVE SUMMARY

Avec une moyenne de 6,2 % pour la dernière décennie, le Pérou fait partie du gratin des pays émergents présentant la croissance la plus impressionnante. Même si son taux de croissance fléchit quelque peu, le Pérou devrait paradoxalement se réapproprier la première place du continent et confirmer son statut d'« étoile montante latino-américaine ».

Le Président Ollanta Humala se félicite d'autant plus des résultats économiques du pays que la progression du PIB a permis de faire passer le taux de pauvreté sous la barre des 25 %. La lutte contre les inégalités sociales et régionales reste un des défis majeurs du gouvernement, aux côtés de la diversification économique et la transparence dans le domaine du travail.

Le Pérou bénéficie ces dernières années d'une excellente santé macro-économique. Il jouit d'un des niveaux d'inflation les plus bas du continent. Les taux d'intérêt comme la devise locale, le nuevo sol, ne subissent pas de fluctuations impromptues. La dette publique est remarquable de par sa faiblesse (16,3 % du PIB en 2013), alors que les réserves de change affichent quant à elles un volume très confortable ; elles représentent un tiers du PIB.

L'économie péruvienne s'ouvre de plus en plus à la scène internationale. Le pays s'engage dans des organisations régionales, comme la Communauté andine (CAN) et l'Alliance du Pacifique, et a signé de nombreux traités de libre-échange. Entré en vigueur le 1er mars 2013, l'accord bilatéral entre le Pérou et l'Union européenne devrait stimuler les relations commerciales et les investissements avec le vieux continent.

Structurellement excédentaire, la balance commerciale péruvienne est dopée par les ventes de minéraux précieux (cuivre et or en pole position), d'hydrocarbures et de produits agroalimentaires. Avec des volumes de commandes semblables, les Etats-Unis, la Chine et l'Union européenne sont ses trois premiers clients et ses principaux fournisseurs.

Le cadre juridique et fiscal très favorable depuis les années 1990 attire des investissements directs étrangers dans tous les secteurs de l'économie. Dix milliards d'USD ont afflué vers le pays en 2013 et le stock accumulé s'est vu multiplier par dix en 15 ans. L'Union européenne est le premier investisseur au Pérou, emmené par l'Espagne et le Royaume-Uni.

Le Pérou gravit d'année en année les échelons au sein des différents classements jugeant l'attractivité ou la compétitivité des pays. C'est également la deuxième nation sud-américaine la mieux cotée par les agences de notation.

Plusieurs secteurs seront mis en évidence lors de cette mission économique. Quatre d'entre eux seront abordés dans cette étude : les mines, l'énergie, l'infrastructure et l'agroalimentaire.

L'activité minière est l'incontestable poule aux œufs d'or du Pérou, générant non moins de la moitié de ses exportations (55 % en 2013). Le sous-sol péruvien regorge de ressources minérales (or, cuivre, zinc, étain, plomb…). Son potentiel est loin d'avoir été pleinement exploité. Des investissements colossaux sont consacrés au secteur, estimés à 60 milliards d'USD d'ici 2020. Le Pérou est en outre le premier récipiendaire d'IDE du continent. La Chine est son principal investisseur, mais également la première destination de ses métaux vendus, juste devant la Suisse, alors que la Belgique est son 11e client.

Dans le domaine de l'énergie, le plan national d'électrification rurale est en cours d'implémentation. La croissance de la demande énergétique intérieure motive l'augmentation des capacités

de production des centrales hydroélectriques et thermoélectriques au gaz naturel, qui approvisionnent actuellement la quasi-totalité du pays. Avec 22.000 MW pour l'éolien et 3.000 MW pour le solaire, les sources d'énergie renouvelable affichent un potentiel indéniable. Leur exploitation pourrait se révéler particulièrement intéressante pour faire face aux défis électriques futurs.

Le Pérou souffre cependant d'un important déficit en infrastructures. Les différents réseaux de transport doivent être étendus et modernisés. Le gouvernement a prévu de consacrer un budget de 18 milliards d'USD entre 2013 et 2016, avec l'ambition de renforcer la compétitivité du pays et faire du Pérou un hub logistique entre l'Amérique latine et la zone Asie-Pacifique. La construction de logements fait également partie des besoins prioritaires, particulièrement dans la capitale.

Grâce à la générosité de la nature péruvienne, le secteur agroalimentaire surfe sur la vague du succès. La Belgique figure au 8e rang de ses clients les plus fidèles. Le Pérou propose non seulement des produits traditionnels, mais aussi exotiques et novateurs, sans oublier sa gastronomie de plus en plus célèbre. Non content d'occuper le premier rang mondial pour les exportations d'asperges, de café bio et de bananes bio, le pays a également gagné ses lettres de noblesse pour la production halieutique. Les travaux d'irrigation des terres et la modernisation des techniques agricoles apparaissent comme de véritables enjeux.

Après quelques données d'ordre général (section 1) et l'analyse des principaux indicateurs macroéconomiques (section 2), nous étudierons les quatre secteurs d'activité précités (section 3), parmi les plus dynamiques actuellement au Pérou. Nous parlerons également de quelques réussites récentes d'entreprises belges au Pérou (section 4).

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE 3

EXECUTIVE SUMMARY 5

1. DONNÉES GÉNÉRALES 8

2. DONNÉES ÉCONOMIQUES 12

2.1 INDICATEURS CLÉS 14

2.1.1 PIB 14
2.1.2 Inflation et taux d'intérêt 22
2.1.3 Taux de change 24
2.1.4 Dette publique et réserves internationales 25

2.2 COMMERCE EXTÉRIEUR 27

2.2.1 Une politique d'ouverture internationale 27
2.2.2 Une balance commerciale neutre 31
2.2.3 Relations avec la Belgique 34
2.2.4 Balance du compte courant 35

2.3 INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS 36

2.4 APPRÉCIATION DU RISQUE 39

2.4.1 Appréciation du risque selon le Groupe Credendo 39
2.4.2 Autres indicateurs de risque 41

3. ANALYSE SECTORIELLE 42

3.1 MINES 44

3.2 ÉNERGIE 50

3.3 INFRASTRUCTURES 56

3.4 AGRO-INDUSTRIE 60

4. RÉUSSITES RÉCENTES 64

AURIGA INTERNATIONAL 66
MYDIBEL 68
ENERSUR (GROUPE GDF SUEZ) 70
IEQSA (GROUPE UMICORE) 72
PRODAC (GROUPE BEKAERT) 73
DURABILIS 74

5. ADRESSES UTILES 76

5.1 EN BELGIQUE 78

5.2 AU PÉROU 79

5.3 SITES À CONSULTER 80

6. SOURCES 82

1

DONNÉES GÉNÉRALES

- Le Pérou est une république, dirigée depuis juillet 2011 par le Président Ollanta Humala. Le système politique actuel repose sur la Constitution de 1993. Depuis 2002, le Pérou est divisé en 24 régions et un important processus de décentralisation a été mis en place.

- Le pays comptait 30,9 millions d'habitants en 2013. 27,6 % d'entre eux ont moins de 15 ans et 6,7 % plus de 65 ans.

- Les trois quarts de la population vivent en zone urbaine tandis que le solde réside en zone rurale. Les villes les plus peuplées sont la capitale Lima (9,54 millions d'habitants) et Arequipa (1,26 million).

- 45 % des Péruviens sont d'origine indienne, 37 % sont métis, 15 % sont blancs et les 3 % restants sont noirs ou d'origine asiatique.

- 81,3 % des habitants sont catholiques, 12,5 % sont protestants, 3,3 % pratiquent une autre religion et les 2,9 % restants sont athées.

- Le Pérou compte trois langues officielles : l'espagnol, la plus largement utilisée, ainsi que le quechua et l'aymara.

- Le Pérou se situe dans l'hémisphère sud, dans la partie centrale de l'Amérique du Sud, entre l'équateur et le tropique du capricorne.

  Troisième plus vaste pays d'Amérique du Sud après le Brésil et l'Argentine, le Pérou couvre 1.285.216 km^2, soit 42 fois la Belgique. Il est baigné à l'ouest par l'Océan Pacifique sur 2.414 km et partage ses frontières sur 6.940 km avec cinq autres pays : l'Equateur et la Colombie au nord, le Brésil et la Bolivie à l'est et, enfin, le Chili à la pointe méridionale.

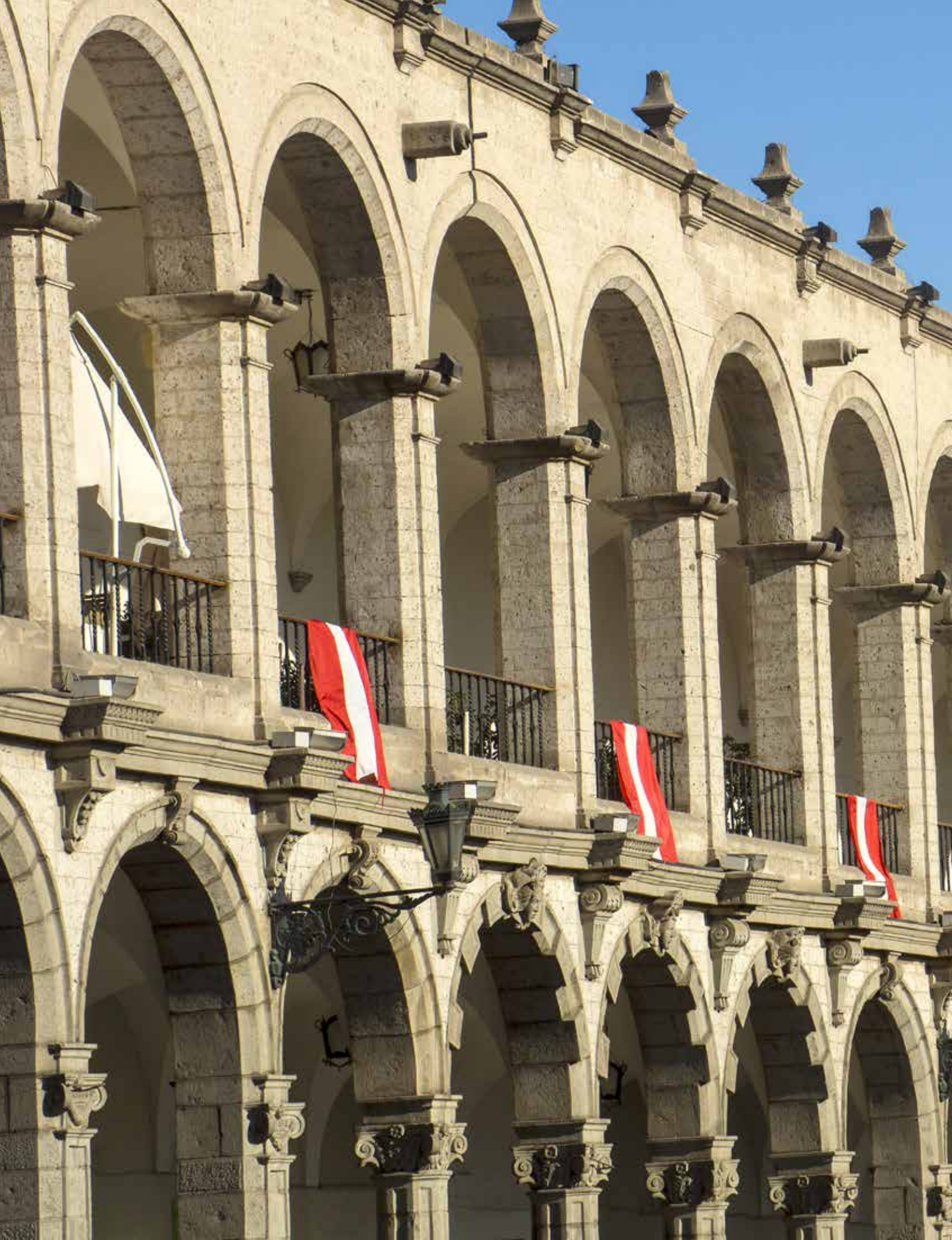
- Bénéficiant d'un relief et d'un climat variés, le territoire est découpé en trois régions principales : la Costa (11 % de la superficie et 55 % de la population), la Sierra (32 % de la superficie et 32 % de la population) et la Selva (57 % de la superficie et 13 % de la population).

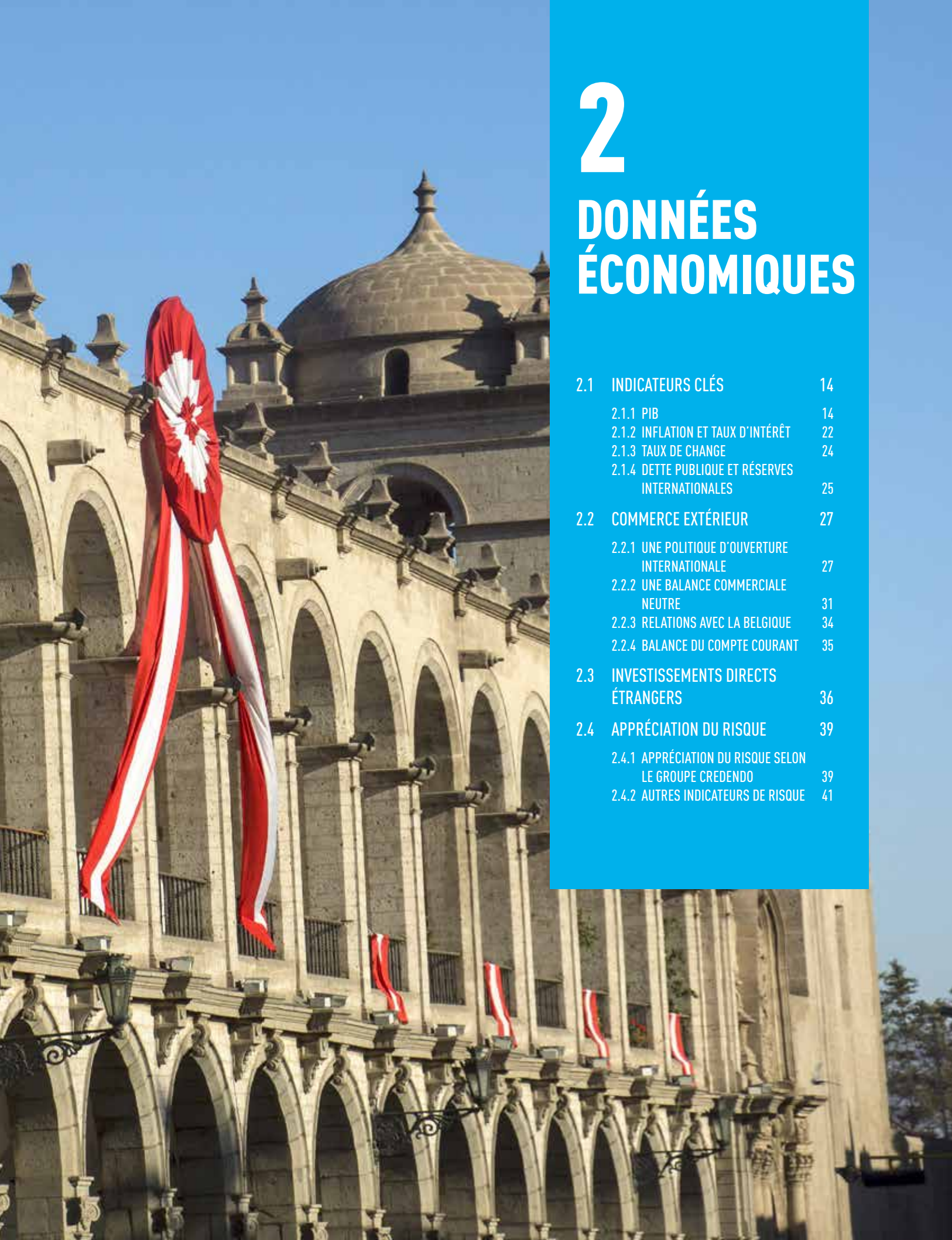
  La côte (la Costa) revêt la forme d'une bande désertique qui traverse le pays du nord au sud et connaît un climat chaud et sec en été (de décembre à mars) et froid et humide en hiver (de mai à octobre). La région montagneuse des Andes (la Sierra) présente un climat sec et froid toute l'année au-dessus de 3.000 mètres d'altitude. On y trouve l'Huascaran, point culminant du Pérou à 6.768 m. La forêt amazonienne (la Selva) jouit de conditions météorologiques chaudes et humides toute l'année.

- Le sol péruvien ou nuevo sol (PEN) est l'unité monétaire qui a cours légal dans le pays depuis 1991. Le 1er août 2014, 1 PEN valait 0,267023 EUR.

- Le prix du Big Mac, utilisé par l'hebdomadaire The Economist pour rendre compte du pouvoir d'achat des différentes devises, s'élève en moyenne à 3,56 USD au Pérou en janvier 2014, contre 4,96 USD (ou 3,66 EUR) dans la zone euro et 4,62 USD aux Etats-Unis. Le pouvoir d'achat d'un dollar est donc supérieur au Pérou.

- Le Pérou affiche un indice de développement humain (IDH) de 0,741 et occupe la 77e place sur 187 pays étudiés en 2012. Il fait partie de la catégorie des IDH élevés et enregistre un gain de 4 rangs par rapport à 2010.





2

DONNÉES ÉCONOMIQUES

2.1 INDICATEURS CLÉS 14

2.1.1 PIB 14
2.1.2 INFLATION ET TAUX D'INTÉRÊT 22
2.1.3 TAUX DE CHANGE 24
2.1.4 DETTE PUBLIQUE ET RÉSERVES INTERNATIONALES 25

2.2 COMMERCE EXTÉRIEUR 27

2.2.1 UNE POLITIQUE D'OUVERTURE INTERNATIONALE 27
2.2.2 UNE BALANCE COMMERCIALE NEUTRE 31
2.2.3 RELATIONS AVEC LA BELGIQUE 34
2.2.4 BALANCE DU COMPTE COURANT 35

2.3 INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS 36

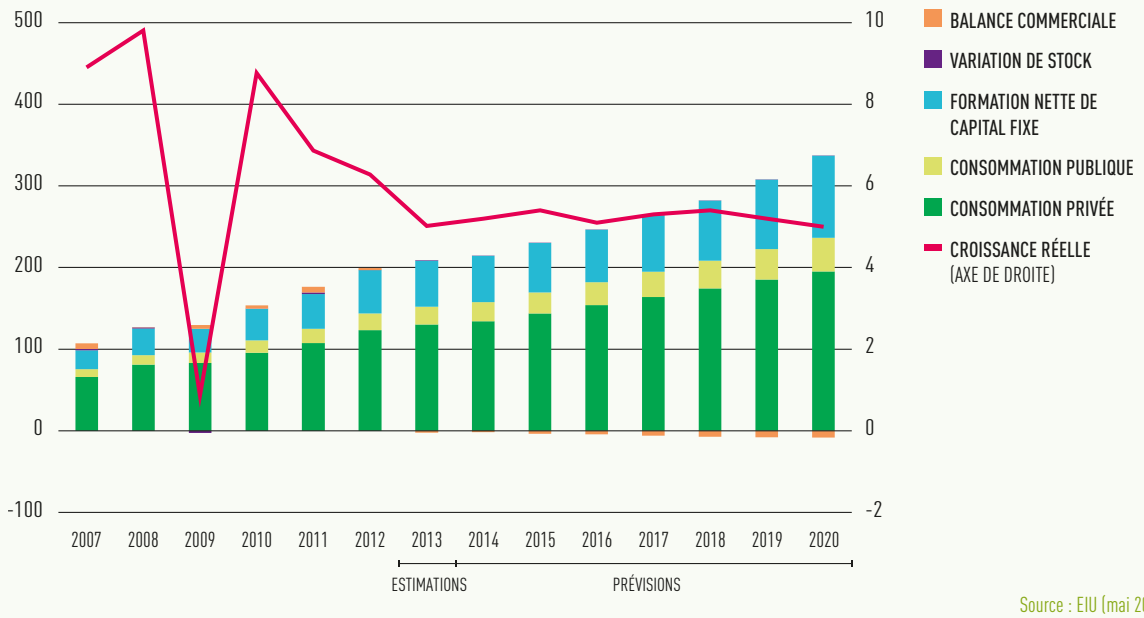
2.4 APPRÉCIATION DU RISQUE 39

2.4.1 APPRÉCIATION DU RISQUE SELON LE GROUPE CREDENDO 39
2.4.2 AUTRES INDICATEURS DE RISQUE 41

2.1 INDICATEURS CLÉS

2.1.1 PIB

PIB NOMINAL (en milliards d'USD courants) ET TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL (en %)



Source : EIU (mai 2014)

LE PÉROU, « TIGRES DES ANDES »

Le produit intérieur brut ou PIB est le premier indicateur pour évaluer la santé économique d'un pays. En 2013, le PIB nominal péruvien au prix du marché s'élevait à 206 milliards d'USD, soit 6.630 USD par habitant. Le PIB annuel de 2014 atteindrait 213 milliards d'USD selon l'Economist Intelligence Unit (EIU), soit 6.740 USD par tête.

La consommation privée et l'investissement restent les principaux moteurs de la croissance. Ils représentent respectivement 63 % et 27 % du PIB et ils évolueraient au même rythme que le PIB global dans les prochaines années selon les prévisions d'EIU.

Le Pérou fait partie des dix pays au monde ayant enregistré la plus forte croissance sur les dix dernières années. Son taux moyen annuel de progression du PIB s'établit à 6,4 % entre 2003 et 2013. Le record remonte à 2008, avec 9,8 %, avant une dégringolade due à la crise mondiale. Sa reprise s'est avérée fulgurante avec 8,8 % de croissance en 2010.

Alors que les grandes économies latino-américaines semblent marquer le pas ces derniers temps, le Pérou est le pays d'Amérique latine présentant le meilleur résultat en 2012: 6,3 %. Il endossait déjà ce statut de leader avant la crise de 2009. En restant au-delà des 5 % de croissance, le Pérou n'est devancé que par la Bolivie en 2013.

Le PIB du Pérou a progressé de 5 % en 2013, marquant sa 15e année consécutive de croissance. Elle se situe toutefois en dessous des prévisions du gouvernement, qui visait 5,7 %.

Les différents organismes de référence sont confiants pour 2014.

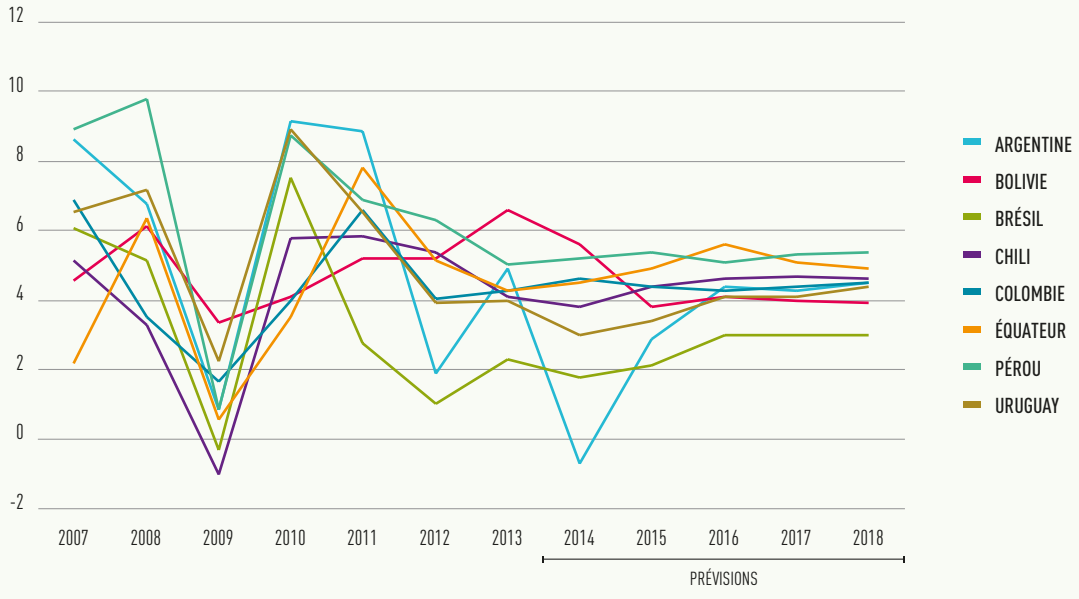
- Selon des estimations datant du mois de mai, EIU évalue la croissance 2014 à 5,2 %. Elle a revu ses prévisions à la baisse en raison des conditions externes moins favorables, comme la chute des prix des métaux et le déclin de la demande chinoise. Le PIB a progressé de 4,8 % sur base annuelle au premier trimestre 2014.

- Le Fonds monétaire international (FMI) qualifie le Pérou de « nouvelle star latino-américaine » et lui prédit une croissance de 5,4 % cette année.

- La Banque mondiale est plus optimiste encore et l'estime à 5,5 %. La croissance de la région « Amérique latine et Caraïbes » s'établirait à 2,3 %, les chiffres par pays variant de -1 % pour le Venezuela à 7 % pour le Panama. Le Pérou vient en deuxième position dans son diagnostic.

- Dans son rapport mensuel d'avril, la banque centrale péruvienne (Banco Central de Reserva del Perú ou BCRP) table également sur une progression de 5,5 % pour 2014 et de 6,7 % pour 2015, portant tous ses espoirs sur l'aboutissement de plusieurs projets miniers de grande ampleur, qui devraient accélérer la production et les exportations.

CROISSANCE DES PAYS D'AMÉRIQUE DU SUD (en %)



Source : EIU (mai 2014)

DANS LE « NID »

Conçus par la banque espagnole BBVA, les acronymes « EAGLEs » (emerging and growth-leading economies) et « NEST » rassemblent chaque année les pays émergents les plus dynamiques qui stimuleront la croissance économique mondiale lors de la prochaine décennie.

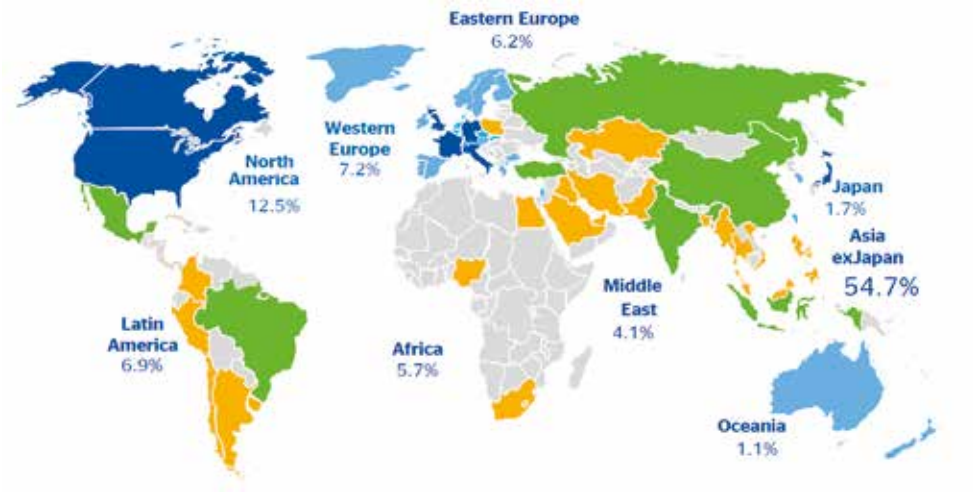
Le groupe EAGLEs désigne les économies émergentes qui contribueront à la croissance mondiale des dix prochaines années plus que la moyenne des membres du G6 (G7 sans les Etats-Unis). En 2014, il comprend 7 pays : la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Russie, le Brésil, la Turquie et le Mexique.

Le NEST regroupe les pays émergents qui participeront à la croissance mondiale moins que la moyenne des pays du G6, mais plus que la moyenne des pays développés hors G7 et avec un PIB supérieur à 100 milliards d'USD. En 2014, 19 pays répondent à ces critères, dont le Pérou.

Selon l'étude de BBVA, les pays émergents contribueront à 73 % de la croissance globale entre 2013 et 2023, dont 65 % attribués à ces deux groupes de pays (51 % pour les pays EAGLEs et 14 % pour les pays NEST) et 8 % aux autres économies émergentes. Les pays développés compteraient, eux, pour 27 %, emmenés par les Etats-Unis (12 %).

La région latino-américaine représente 6,9 % de la croissance mondiale. Le Pérou devrait générer à lui seul 0,6 % et présenter une croissance annuelle moyenne de 5,4 % sur la prochaine décennie. Nouveau tableau (voir fichier Excel si besoin)

CONTRIBUTION DES RÉGIONS À LA CROISSANCE MONDIALE ENTRE 2013 ET 2023 (%)



- G7
- Pays développés hors G7
- Eagles (7)
  Chine, Inde, Indonésie, Russie, Brésil, Turquie et Mexique
- Nest (19)
  Arabie saoudite, Nigeria, Thaïlande, Colombie, Philippines, Malaisie, Irak, Vietnam, Pakistan, Bengladesh, Pologne, Egypte, Iran, Pérou, Afrique du Sud, Chili, Kazakhstan, Qatar et Argentine
- Autres pays émergents

Source : BBVA Research

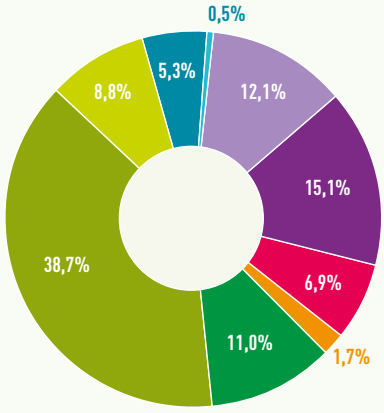
CONTRIBUTION À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE DE 2013 À 2023

	PAYS	PART DANS LA CROISSANCE MONDIALE (en %)	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (en %)
EA GLEs (7 pays)	Chine	30,3	6,8
	Inde	11,4	6,9
	Indonésie	2,7	6,4
	Russie	2,0	2,9
	Brésil	1,9	2,8
	Turquie	1,6	4,6
	Mexique	1,5	2,9
	Moyenne des pays du G6	1,2	1,7
NEST (19 pays)	[...]		
	Colombie	0,9	5,4
	[...]		
	Pérou	0,6	5,4
	[...]		
	Seuil du Nest	0,4	2,8
Par groupe de pays	EAGLEs	51,4	5,9
	Nest	13,5	4,6
	Autres pays émergents	8,3	4,5
	G7	18,7	2,2
	US	11,6	2,6
	G6	7,1	1,7
	Autres pays développés	8,0	2,8
	Monde	100,0	4,0
Par région	Amérique du Nord	12,5	2,5
	Amérique latine	6,9	3,3
	Afrique	5,7	5,3
	Moyen-Orient	4,1	4,0
	Europe de l'Ouest	7,2	1,9
	Europe de l'Est	6,2	3,2
	Asie (sauf Japon)	54,7	6,3
	Japon	1,7	1,4
	Océanie	1,1	3,3
	Monde	100,0	4,0

Source : BBVA Research

ANALYSE SECTORIELLE

COMPOSITION SECTORIELLE DU PIB 2013 (en %)



SECTEUR PRIMAIRE
- AGRICULTURE ET ÉLEVAGE
- PÊCHE

SECTEUR SECONDAIRE
- MINES ET HYDROCARBURES
- INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE
- CONSTRUCTION
- ÉLECTRICITÉ ET EAU

SECTEUR TERTIAIRE
- COMMERCE
- AUTRES SERVICES
- DROITS D'IMPORTATION ET TAXES

Source : INEI (2014)

CROISSANCE PAR SECTEUR (en %)

	2012	2013	2014 (estimations)	2015 (estimations)
Agriculture et élevage	5,7	1,9	3,0	4,2
Pêche	-11,7	8,3	6,6	3,3
Mines et hydrocarbures	2,2	2,4	9,4	13,3
Industrie manufacturière	1,5	2,5	4,1	5,1
Electricité et eau	5,2	5,6	6,1	6,1
Construction	15,1	8,7	7,3	8,0
Commerce	6,7	5,4	5,9	6,3
Autres services	7,1	6,1	6,2	6,5
PIB global	6,3	5,0	6,0	6,5

Source : BCRP et Ernst & Young (2013)

Le secteur primaire regroupe l'ensemble des activités ayant pour finalité l'exploitation de ressources naturelles. Il représente 5,8 % du PIB en 2013 et emploie moins de 1 % de la population.

La majeure partie est attribuée à l'agriculture et à l'élevage. Toujours soumise aux risques climatiques, leur progression est annoncée à 3 % pour 2014, alors que 2013 avait montré des signes de ralentissement.

Les produits agricoles péruviens sont diversifiés : canne à sucre, café, blé, riz, maïs, soja, asperges, raisons, avocats, artichauts, oignons... La section 3.4 examinera en détail le secteur de l'agro-industrie.

La pêche représente 0,5 % du PIB péruvien. Après une diminution significative de la production halieutique en 2012, le secteur a repris des couleurs en 2013 et sa croissance devrait s'élever à 6,6 % en 2014. Le potentiel est intéressant, grâce à la richesse des eaux péruviennes, en volume et en diversité. Le pays est l'un des principaux producteurs mondiaux de farine de poisson.

Le secteur secondaire englobe toute activité dont le but est de transformer une ressource naturelle en un produit fini. Au Pérou, il représente 35,8 % du PIB, emploie environ 25 % de la population et se décompose en quatre types d'activités économiques.

Par ordre d'importance, nous trouvons premièrement les industries manufacturières (15,1 % du PIB). L'alimentaire compte pour un tiers tandis que le reste se partage entre la chimie, le textile, le bois, la métallurgie et la fabrication de biens de consommation. Leur croissance se chiffrerait à 4,1 % en 2014.

Deuxièmement, l'exploitation des mines et des produits pétroliers génère 12,1 % de la richesse du pays. Le Pérou bénéficie d'une activité minière florissante, privatisée dans les années 1990 et attirant d'importants investissements. Le sous-sol péruvien regorge de minerais variés (or, argent, cuivre, zinc, plomb, fer, étain...) et de vastes réserves de gaz naturel et de pétrole. Bien au-delà de la croissance globale, la progression estimée pour 2014 s'élève à 9,4, % (contre 2,4 % en 2013), soit 9,1 % pour les mines et 10,8 % pour les hydrocarbures. Ces activités seront détaillées dans les sections 3.1 Mines et 3.2 Energie.

Troisièmement, le secteur de la construction représente 6,9 % du PIB péruvien en 2013. Il a connu une croissance exceptionnelle à deux chiffres en 2012 (15,1 %), avant de reculer en 2013 à 8,7 %. Plus d'informations seront disponibles dans la section 3.3 Infrastructures.

Quatrièmement, la fourniture d'électricité et d'eau s'élève à 1,7 % du total. L'équipement des régions rurales en infrastructures augure logiquement une progression du secteur, estimée à 7,3 % pour 2014.

Le secteur tertiaire se définit comme celui des services. Il représente 58,4 % et emploie environ 75 % de la population.

La catégorie de services la plus importante est le commerce, qui génère 11,0 % de la richesse nationale en 2013.

Les autres services représentent 38,7 % du PIB. Ils incluent, entre autres, l'administration, les transports, les activités financières et d'assurance, l'immobilier, les services aux entreprises ou encore la santé. Leurs chiffres de l'INEI incluent également les droits d'importation et les taxes perçues par le gouvernement (8,8% du PIB).

Le secteur du tourisme a le vent en poupe. Selon le ministère des Affaires étrangères et du Tourisme, 3,1 millions de voyageurs ont visité le Pérou en 2013, soit 11,2 % de plus qu'en 2012. 57,4 % d'entre eux sont Sud-Américains et leur affluence augmente plus que celle des touristes américains, asiatiques et européens. Le gouvernement prévoit un nombre record de 3,6 millions de visiteurs pour 2014.

The main point of this plan is to add new engines to growth for the country. The plan has three central components to do this, diversifying exports, reducing costs and increasing productivity.

Piero Ghezzi
Ministre de la Production
12 mai 2014

DIVERSIFICATION, FORMALISATION ET ÉDUCATION

Le 12 mai 2014, le gouvernement a présenté son Plan national pour la diversification productive (National Plan for Productive Diversification). Son ambition est de limiter la bureaucratie et de soutenir la croissance économique.

Il prévoit de simplifier une série de procédures bureaucratiques, à commencer par la réduction de 50 % du délai nécessaire pour obtenir une évaluation de l'impact environnemental d'un projet industriel.

Le Ministre de la Production souligne l'importance pour le Pérou de diminuer le niveau de son secteur informel, « inacceptable dans une société moderne » selon lui, en vue d'atteindre les objectifs de croissance fixés. Environ 60 % des travailleurs péruviens sont actifs dans le secteur informel et ne bénéficient pas suffisamment d'avantages sociaux, selon l'Organisation internationale du travail (OIT). Le plan propose au ministère du Travail de modifier sa loi relative à la sécurité et à la santé au travail.

L'adoption de ce projet prévoit 200.000 emplois supplémentaires par an et contribuerait pour 1,5 % à la croissance économique annuelle.

The plan's main target is to enhance competitiveness and to promote innovation in the Peruvian production eyeing to conquer new markets.

Luis Salazar
Président de la SNI
(Sociedad Nacional de Industrias)
12 mai 2014

A moyen terme, le défi majeur du Pérou est de réussir sa diversification.

L'Echo
7 août 2013

Le gouvernement a annoncé une augmentation annuelle des dépenses en éducation de 500 millions d'USD à partir de 2015. Ce chiffre représente 0,25 % du PIB. L'objectif est de réduire les lacunes en matière d'éducation auquel le Pérou fait face aujourd'hui. L'investissement sera basé sur quatre axes : les enseignants, le contenu éducatif, les infrastructures scolaires et l'amélioration des capacités de gestion dans le secteur.

This initiative is a clear political commitment to Peruvian education in terms of investment as this effort would place the country at the same level as other neighboring nations in Latin America.

René Cornejo
Premier Ministre
(mai 2014)

LA PAUVRETÉ EN BAISSE

Les disparités régionales et inégalités sociales sont un bémol à la croissance. Si le Pérou fait partie du premier quart des économies en termes de PIB (50e), il n'occupe que la 82e place en termes de PIB par habitant. Le pays reste marqué par la pauvreté, mais elle est cependant en net recul. De 58,7 % en 2004, elle est passée à 27,8 % en 2012. Aujourd'hui, on estime à 23,9 % le nombre d'habitants vivant encore sous le seuil de pauvreté.

Selon la Chambre de Commerce de Lima (CCL), un million de Péruviens sortiraient de la précarité en 2014 et 2015 si la croissance tient ses promesses et est conforme aux attentes du ministère de l'Economie et des Finances en atteignant 5,5 % à 6 %.

Le Premier Ministre René Cornejo ambitionne d'éradiquer la pauvreté extrême au Pérou d'ici 2021, année du bicentenaire de l'indépendance péruvienne.

We've already accomplished our five-year goal that was set for 2016 of reducing extreme poverty to below five percent. Today, we're at 4.7%, and this encourages us to go even further and be more aggressive, and aspire to completely eliminate extreme poverty by 2021.

The Peru of the Bicentennial should be a country in which extreme poverty has been completely eliminated; in which child malnutrition is at the lowest levels; and that the per capita income is US$15,000.

René Cornejo
Premier Ministre (mai 2014)

2.1.2 INFLATION ET TAUX D'INTÉRÊT

INFLATION

TAUX D'INFLATION (EN %)

Source : EIU (mai 2014)

L'inflation se base communément sur l'indice des prix à la consommation, ce dernier reflétant l'évolution des prix d'un ensemble standard de marchandises et services que les ménages achètent pour leur consommation propre. Au Pérou, les catégories les plus importantes sont :

- la nourriture et les boissons non alcoolisées (25,7 %),
- le transport (12,6 %),
- les restaurants et les hôtels (11,9 %),
- le logement, l'eau et l'électricité (9,2 %) et
- l'éducation (9,1 %).

Pour déterminer l'inflation, on considère la progression de cet indice sur une période donnée par rapport à sa valeur au cours d'une période précédente. Cet indicateur et son évolution servent entre autres de référence à la banque centrale pour la conduite de sa politique monétaire.

Celle de la Banco Central de Reserva del Perú (BCRP) est basée sur un objectif d'inflation de 2 %, dans une tranche s'étendant de 1 à 3 %. L'idée est de maintenir l'augmentation des prix à des niveaux comparables à ceux des pays développés ainsi que de garantir la stabilité monétaire.

Sur la dernière décennie, le Pérou était l'économie d'Amérique latine dotée de la plus faible inflation (moyenne annuelle de 2,9 %), inférieure à celle du Chili (3,2 %), de la Colombie (4,9 %) ou encore du Brésil (6,4 %).

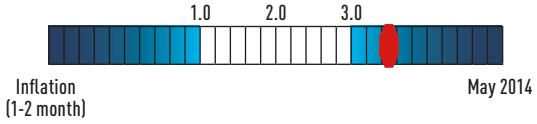
Après avoir atteint un sommet de 4,53 % en novembre 2011, l'inflation a diminué ensuite de manière régulière, jusqu'en avril 2013, où elle s'élevait à 2,51 %.

Dès le début de l'année 2014, les prix ont cependant subi des pressions à la hausse, attribuées aux facteurs d'approvisionnement externes, concernant les denrées alimentaires principalement. Le premier trimestre 2014 affichait une inflation de 3,41 %, dépassant la fourchette fixée par la banque centrale et qui a grimpé ensuite jusqu'à 3,56 % en mai. Dans son rapport mensuel d'avril, la BCRP a revu ses prévisions à la hausse, tablant sur un niveau moyen de 2,5 à 3 % pour 2014 et de 1,5 à 2,5 % pour 2015.

Parmi les composants du panier péruvien subissant des hausses de prix, EIU cite les légumes, le poisson, le poulet et l'électricité.

> The idea is that inflation will converge towards 2.4 to 2.5 percent at the end of the year.

Julio Valverde,
Président de la BCRP
(Reuters, avril 2014)



Source : BCRP (juin 2014)

TAUX D'INTÉRÊT

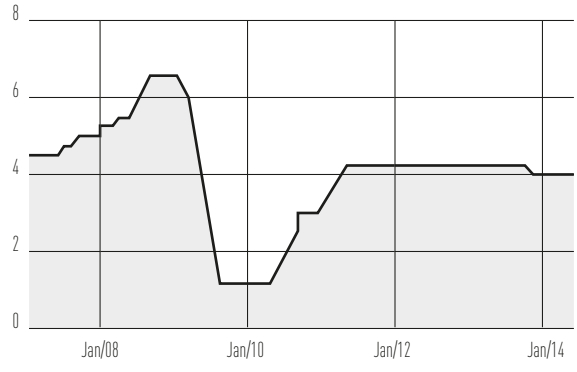
Le taux directeur d'un pays, appelé également « repo rate » ou « repurchase rate », est le taux de base auquel les banques privées empruntent à la banque centrale. Fixé par cette dernière, il influence les taux d'intérêt que les banques facturent à leurs propres clients, pour par exemple les emprunts hypothécaires, les crédits professionnels et à la consommation et les produits d'épargne.

Le taux de référence au Pérou est arrêté par la BCRP. Il est de 4 % depuis novembre 2013, quand elle avait décidé de l'abaisser de 0,25 % pour relancer une croissance quelque peu ralentie. Sa moyenne s'élève à 3,83 % depuis 2000, avec un plafond atteint en janvier 2001 (8,90 %) et un plancher en août 2003 (0,90 %). La BCRP s'est fixé une fourchette variant de 2,80 % à 4,80 %.

Les économistes s'attendent à une stabilité des taux pour 2014, surtout au vu de la pression inflationniste plus vigoureuse que prévu. Si nécessaire, la BCRP diminuera vraisemblablement les montants de réserves obligatoires dans l'optique de stimuler l'activité économique.

EIU estime que la BCRP pourrait suivre la Fed (banque centrale américaine) et commencer à relever ses taux d'intérêt en 2015.

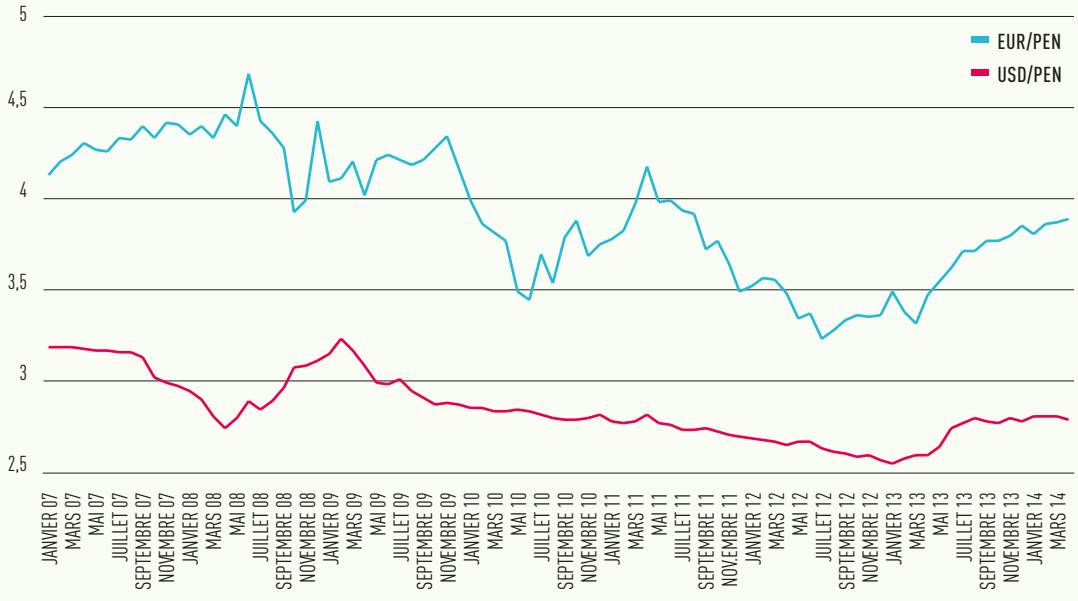
TAUX DIRECTEUR PÉRUVIEN (en %)



Source : www.tradingeconomics.com /BCRP (mai 2014)

2.1.3 TAUX DE CHANGE

TAUX DE CHANGE DU SOL PÉRUVIEN (SAR) AVEC L'EURO (EUR) ET LE DOLLAR (USD)



Source : BCRP (mai 2014)

Le nouveau sol (PEN), ou nuevo sol en espagnol, est l'unité monétaire qui a cours légal au Pérou depuis 1991. Il a succédé à l'inti, qui avait lui-même remplacé le sol de oro, suite à la démétallisation du dollar américain.

La création de la nouvelle devise a été épaulée par le FMI et par la mise en place de garanties financières destinées à assurer sa stabilité et à rééquilibrer les termes de la dette.

De nombreuses entreprises péruviennes continuent à traiter sur les marchés internationaux en fondant leur trésorerie sur le dollar américain, même si l'État péruvien incite à reconvertir sur leurs comptes leurs devises étrangères en nouveaux sols.

Le pays applique un régime de taux de change flottant (free-floating exchange rate regime). Les interventions sporadiques de la BCRP sont justifiées par des raisons de stabilisation. Leur mission est de maintenir le cours de la devise, tout en lui permettant de flotter sur les marchés des changes.

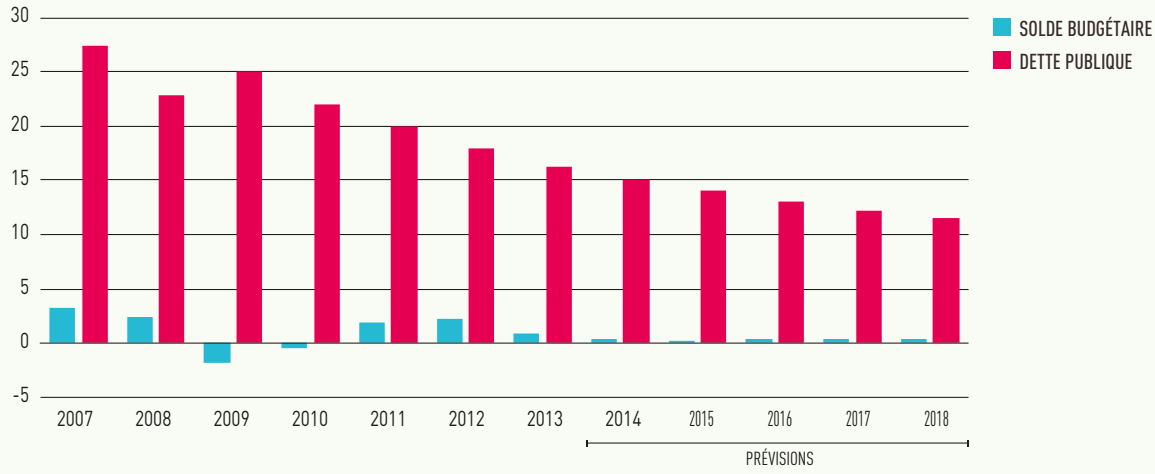
Le nuevo sol a perdu 10 % de sa valeur en 2013. EIU attribue sa chute à deux facteurs : la diminution des prix des métaux ainsi que la décision de la FED de limiter ses mesures de soutien à l'économie américaine et son programme de rachats obligataires.

Malgré cela, selon Ernst & Young, le nouveau sol est considéré comme l'une des monnaies les moins volatiles au monde, démontrant une certaine stabilité face aux fluctuations des marchés internationaux.

2.1.4 DETTE PUBLIQUE ET RÉSERVES INTERNATIONALES

DETTE PUBLIQUE

SURPLUS BUDGÉTAIRE ET DETTE PUBLIQUE (en % du PIB)

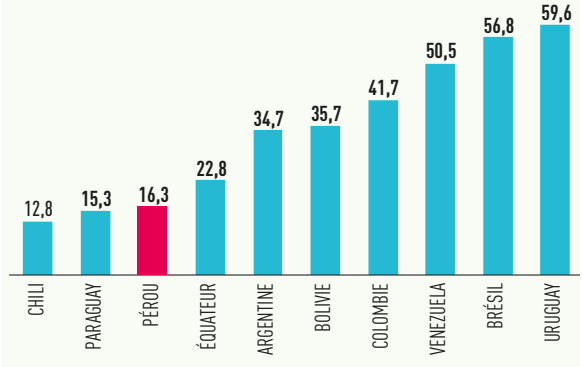


Source : EIU (mai 2014)

Le Pérou affiche une dette publique saine. Elle diminue d'année en année et s'est réduite de moitié en 10 ans. Elle ne valait que 16,3 % du PIB en 2013. Mis à part le Chili et le Paraguay, aucun pays de la région ne présente un niveau d'endettement aussi faible.

Après des résultats déficitaires en 2009 et 2010 attribués aux plans de relance, le solde budgétaire a de nouveau dégagé un excédent à partir de 2011. Il est attribué à la combinaison d'un volume de dépenses gouvernementales moindre que prévu et des recettes maintenues à un haut niveau. Le surplus budgétaire était de 0,9 % en 2013.

DETTE PUBLIQUE DES PAYS D'AMÉRIQUE DU SUD EN 2013 (en % du PIB)



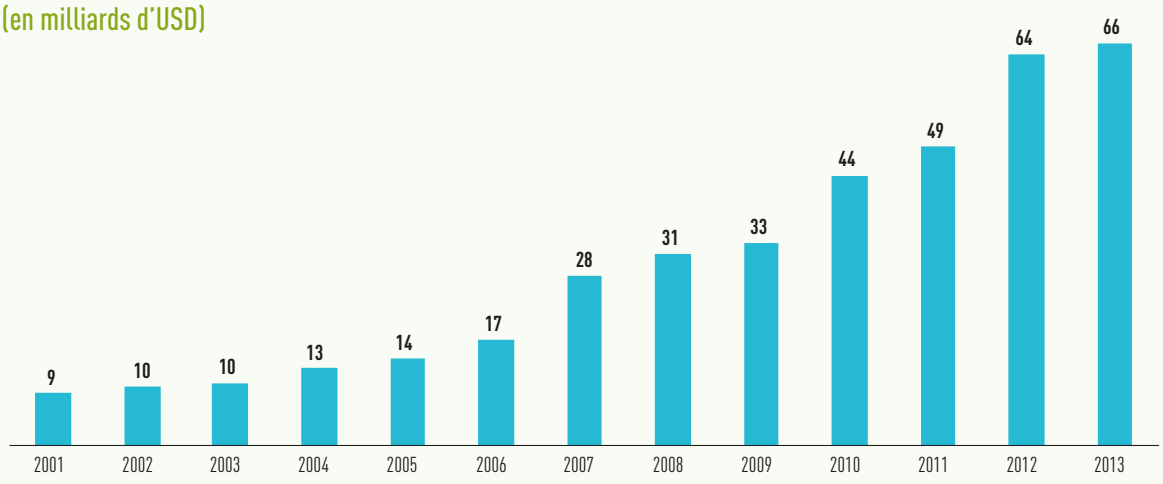
Source : EIU (mai 2014)

RÉSERVES INTERNATIONALES

Au Pérou, les réserves nettes de devises sont conséquentes et en hausse constante. En décembre 2013, elles dépassaient l'équivalent des 65 milliards d'USD, soit environ un tiers du PIB. Elles ont quasiment doublé en quatre ans.

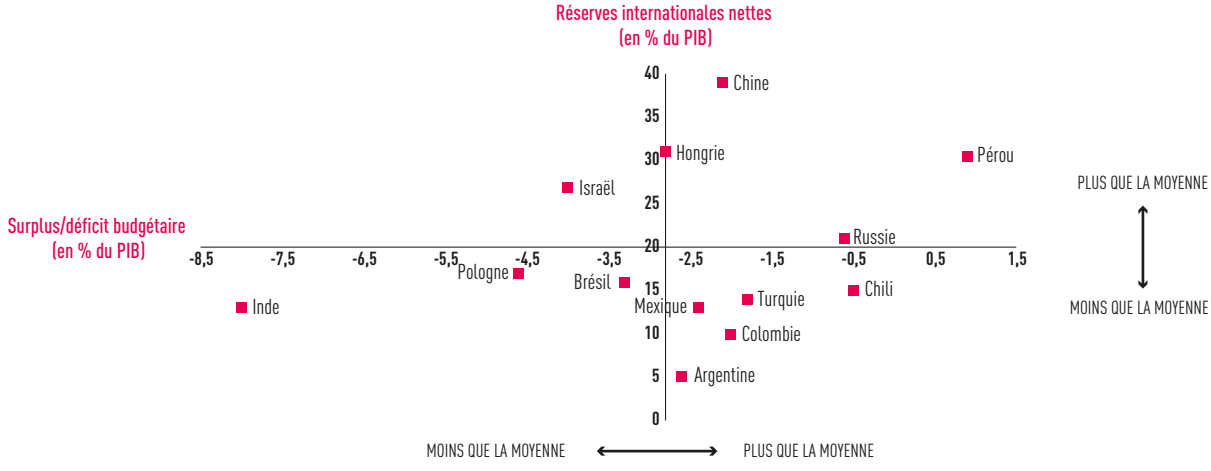
Le groupe de consultance Ernst & Young a croisé ces deux indicateurs macro-économiques pour les principaux pays émergents. Le Pérou se distingue en affichant des chiffres largement supérieurs à la moyenne, aussi bien pour le solde budgétaire que pour le ratio réserves de change/ PIB.

RÉSERVES INTERNATIONALES NETTES (en milliards d'USD)



Source : BCRP (2014)

INDICATEURS DES PAYS ÉMERGENTS : RÉSERVES INTERNATIONALES NETTES/ PIB ET SOLDE BUDGÉTAIRE (estimations pour 2013)



Source : BCRP / Ernst & Young (2014)

2.2 COMMERCE EXTÉRIEUR

2.2.1 UNE POLITIQUE D'OUVERTURE INTERNATIONALE

Le Pérou promeut l'ouverture de son économie à l'investissement et au commerce international. Le Président Ollanta Humala poursuit la politique commerciale libérale initiée sous le mandat de son prédécesseur, Alan Garcia. Son objectif est de favoriser les échanges avec les principaux partenaires et les acteurs majeurs du commerce mondial.

Le Pérou fait preuve de dynamisme sur la scène internationale et fait partie de nombreuses organisations.

OMC

Il est membre de l'OMC depuis le 1er janvier 1995. A ce titre, Le Pérou est actif au sein de plusieurs groupes de négociations, principalement dédiées à l'agriculture :

- le groupe de Cairns (coalition de pays exportateurs de produits agricoles qui militent en faveur de la libéralisation des échanges dans ce secteur),
- le groupe des produits tropicaux (coalition de pays en développement qui veulent un meilleur accès aux marchés pour les produits tropicaux),
- le G-20 (coalition de pays en développement qui cherchent à obtenir des réformes ambitieuses de l'agriculture dans les pays développés),
- le G-33 (coalition de pays en développement souhaitant qu'une certaine flexibilité soit octroyée aux pays en développement pour leur permettre d'ouvrir leurs marchés de façon limitée dans le secteur agricole),
- les Amis du poisson (coalition informelle visant à obtenir une réduction substantielle des subventions à la pêche),
- les Auteurs du W52 (proposition concernant des modalités dans les négociations sur les indications géographiques, dans le domaine de la propriété intellectuelle).

APEC

Le Pérou est membre de l'APEC depuis 1998, un forum de coopération économique regroupant une vingtaine de pays de la zone Asie-Pacifique.

ALADI

Il est également membre de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI). Fondé en 1980, cet organisme d'intégration économique intergouvernementale d'Amérique latine compte actuellement 13 pays.

ALLIANCE DU PACIFIQUE

L'Alliance du Pacifique est un pacte récent conclu en juin 2012 entre le Chili, la Colombie, le Mexique et le Pérou. Le Costa Rica, le Panama et le Venezuela ont en outre manifesté leur intérêt à se joindre aux membres fondateurs. Selon la Déclaration de Lima, l'objectif de cette coopération économique est « d'encourager l'intégration régionale, et ainsi la croissance, le développement et la compétitivité des économies de ces pays qui s'engagent à avancer progressivement vers l'objectif d'atteindre la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes ». Lors du 8e sommet en février 2014, les présidents des quatre pays ont signé un accord complémentaire éliminant les droits de douane sur 92 % de biens et services échangés entre ses membres.

L'Alliance du Pacifique concentre 36 % du PIB de l'Amérique latine et la moitié de ses exportations. Elle entraîne un changement géopolitique et fait figure de contrepoids au Mercosur, l'union économique la plus puissante de la région incluant l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela.

One country can go fast, but together can advance faster and better.

Ollanta Humala
Président péruvien
(septembre 2013)

The agreement will increase trade among the four participants, making us more competitive individually and collectively.

Juan Manuel Santos
Président colombien
(février 2014)

TPP

Depuis 2008, le Pérou participe aux négociations pour le projet d'accord régional Trans-Pacific Partnership (TPP) intégrant aujourd'hui 12 pays (Brunei, Chili, Nouvelle-Zélande, Singapour, Australie, Canada, Etats-Unis, Japon, Malaise, Mexique, Vietnam et Pérou). Son objectif est d'imposer une libéralisation des échanges et une uniformité réglementaire dans de nombreux secteurs sensibles comme l'agriculture, l'accès aux marchés publics et les normes environnementales par exemple. Il devrait permettre au Pérou de consolider sa stratégie vis-à-vis des économies asiatiques. Il disposera de fait d'un accord de libre-échange avec les pays avec lesquels il n'en a pas jusqu'à présent et qui font partie de l'initiative (Nouvelle-Zélande, Brunei, Australie, Vietnam et Malaisie).

CAN

La CAN ou Communauté andine comprend quatre pays d'Amérique du Sud : la Bolivie, la Colombie, l'Equateur et le Pérou. Né suite à l'accord de Carthagène en 1969, son siège est basé à Lima. Le Chili, l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay sont des pays associés. Sa raison d'être est la consolidation et l'élargissement du marché andin. Elle a également pour vocation de faciliter la libre circulation des biens. La totalité des marchandises d'origine andine se vend aujourd'hui sans taxe sur son territoire. La CAN a conclu différents accords de libre-échange avec entre autres le Mercosur, le Chili, le Mexique, le Panama, l'Inde, la Chine et la Russie.

ACCORDS BILATÉRAUX

De nombreux accords bilatéraux de libre-échange sont également d'application avec :

- le Canada
- le Chili
- la Corée du sud
- le Costa Rica
- Cuba
- les Etats-Unis
- le Japon
- le Mexique
- le Panama
- Singapour
- la Thaïlande
- le Venezuela
- le Guatemala
- l'AELE (Association européenne de libre-échange regroupant la Suisse, l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège)
- le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay)
- l'Union européenne des 28 (voir plus loin)

Par ailleurs, des négociations sont en cours avec le Honduras, le Salvador et la Turquie. En 2014, les autres accords envisagés concernent l'Inde, la Russie, l'Indonésie et Israël.

En 2012, près des trois quarts des exportations du pays étaient destinés à des partenaires commerciaux avec lesquels des accords de libre-échange avaient été signés. Aujourd'hui, cette proportion atteindrait même 96 %, selon ProInversión.

LE TRAITÉ UE-PÉROU

L'Union européenne a conclu un accord commercial de libre-échange avec la Colombie et le Pérou à Bruxelles le 26 juin 2012. Il entend favoriser l'ouverture des marchés des deux parties et renforcer la stabilité et la prévisibilité des conditions de commerce et d'investissement. Selon les estimations de la Commission, ils devraient entre autres permettre aux exportateurs européens, péruviens et colombiens d'économiser annuellement plus de 500 millions d'EUR sur les droits de douane.

Je me félicite de la signature, aujourd'hui, de l'accord commercial avec la Colombie et le Pérou, qui crée un cadre stable visant à stimuler les échanges commerciaux et les investissements entre l'UE et la région andine. En période de crise économique, accroître les échanges et les investissements est la voie à suivre pour créer de la croissance et de l'emploi. L'accord offre un tremplin aux entreprises européennes dans ce domaine en expansion rapide et un point d'ancrage pour l'approfondissement des réformes structurelles dans les deux pays.

Karel De Gucht
Commissaire européen au commerce
(26 juin 2012)

Il est entré en vigueur pour le Pérou à titre provisoire le 1er mars 2013 et prévoit une période de transition de dix ans. Le texte est structuré en trois volets : les biens, les services et les investissements et, enfin, les questions transversales. Voici les avantages majeurs de cet accord :

- Il ouvre de nouveaux débouchés commerciaux pour les principales industries exportatrices de l'Union grâce à la suppression des droits de douane. La Commission européenne estime que des économies de plus de 33 millions d'EUR pour le secteur automobile, 16 millions d'EUR pour les produits chimiques et 60 millions d'EUR pour les textiles seraient réalisées.

- Il ouvre le marché européen aux exportateurs péruviens au travers de la libéralisation complète des produits industriels et de la pêche, qui seront à terme exonérés du paiement de tarifs douaniers. Des concessions tarifaires progressives sont également accordées dans le domaine agricole.

- Il intègre une nouvelle série de normes aspirant à de meilleures conditions de commerce et d'investissement, dans un environnement stable, transparent, prévisible et mieux réglementé. Les droits de la propriété intellectuelle protégeront sur le marché péruvien plus d'une centaine d'indications géographiques de l'UE. Celles-ci mettent en évidence un lieu ou une région de production précis qui détermine les qualités caractéristiques du produit originaire de ce lieu.

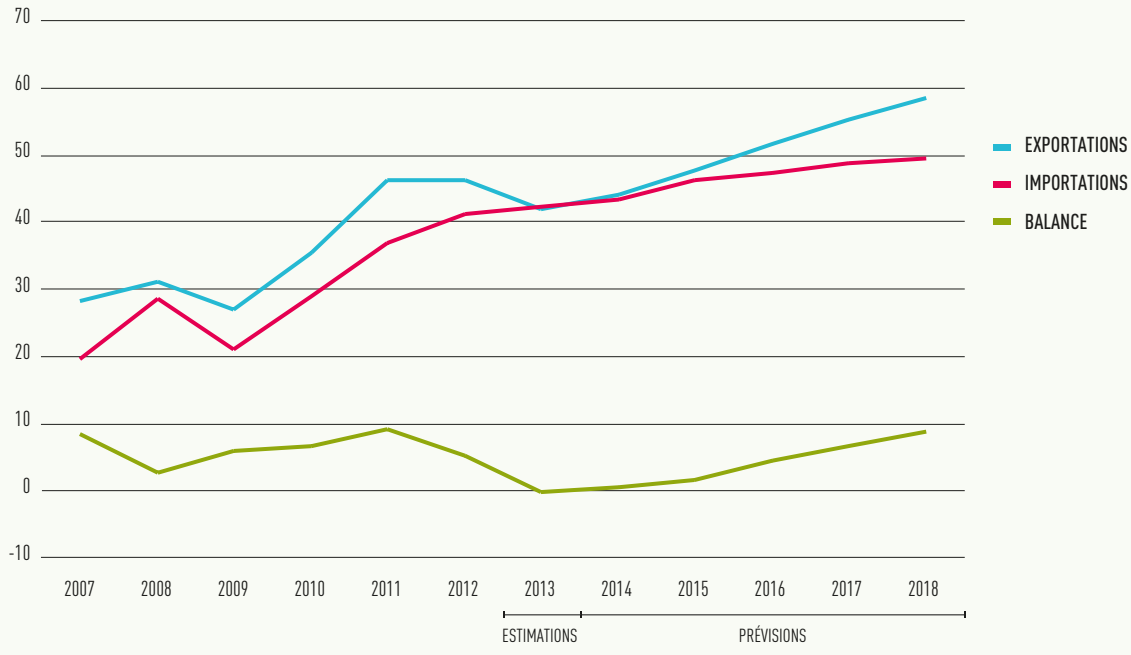
- Il prend des dispositions veillant au respect des droits de l'homme, de l'Etat de droit et des conventions internationales relatives au droit du travail et à la protection de l'environnement.

- Il inclut un chapitre dédié à la coopération afin d'encourager la compétitivité, l'innovation, la modernisation de la production et le transfert de technologies entre les parties.

- Il prévoit également une clause d'adhésion qui permet aux autres pays membres de la CAN (l'Equateur et la Bolivie) de rejoindre le partenariat et promeut ainsi l'intégration de la région andine.

2.2.2 UNE BALANCE COMMERCIALE NEUTRE

FLUX DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE MARCHANDISES (en milliards d'USD courants)



Source : EIU (mai 2014)

La balance commerciale péruvienne est structurellement excédentaire. L'année 2013 a fait toutefois figure d'exception. Les exportations ont baissé d'environ 10 % alors que les importations, en hausse car soutenues par la demande interne, leur ont été légèrement supérieures.

Un surplus devrait néanmoins être à nouveau d'actualité dès 2014. Les économistes prévoient en effet une progression des exportations plus importante que celle des importations. Elles devraient approcher respectivement 60 et 50 milliards d'USD en 2018.

EXPORTATIONS

Le Pérou est le 60e exportateur mondial. Les exportations péruviennes représentent 0,25 % du total mondial.

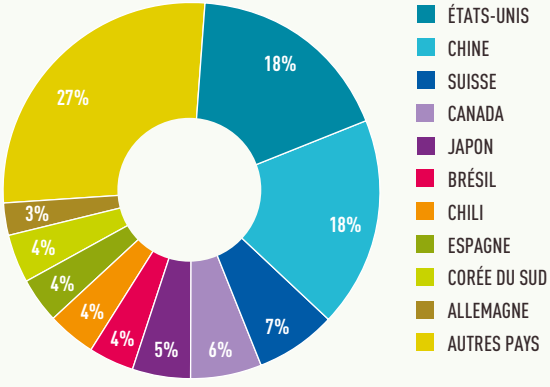
Les Etats-Unis et la Chine sont les deux destinations majeures des exportations péruviennes, comptant chacune pour 18 % en 2013. Elles devancent de loin la Suisse, 3e avec 7 % en 2013, premier client pour l'or péruvien.

Ensemble, les 28 pays de l'UE arrivent à la hauteur du duo de tête, se fournissant principalement en carburants et en produits miniers. L'accord commercial entre l'UE et le Pérou offre d'importants débouchés à l'agriculture et à la pêche péruviennes, qui devraient renforcer les exportations vers l'Europe.

Les exportations de produits miniers représentent plus de la moitié du total des ventes à l'étranger, en particulier le cuivre et l'or. Elles enregistrent toutefois une baisse de 14 % en 2013 par rapport à 2012, due à la chute des prix de ces matières premières sur les cours mondiaux.

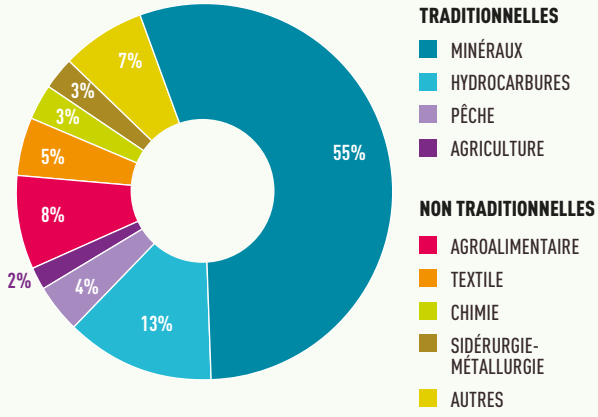
Les statistiques péruviennes distinguent généralement les exportations traditionnelles (minéraux, hydrocarbures, pêche et agriculture), qui représentent près de 75 % du total, des exportations non traditionnelles.

EXPORTATIONS PAR PAYS (2013)



Source : ComexPerú (2014)

EXPORTATIONS PAR SECTEUR (2013)



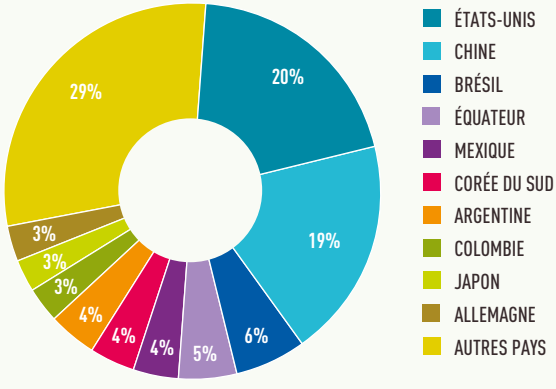
Source : ComexPerú (2014)

IMPORTATIONS

Le Pérou est le 59e importateur mondial et compte pour 0,23 % du total. Les principaux fournisseurs du pays sont, tout comme pour les exportations, les Etats-Unis et la Chine. L'Union européenne est sa 3e source d'importations, lui vendant surtout des machines et des équipements de transport.

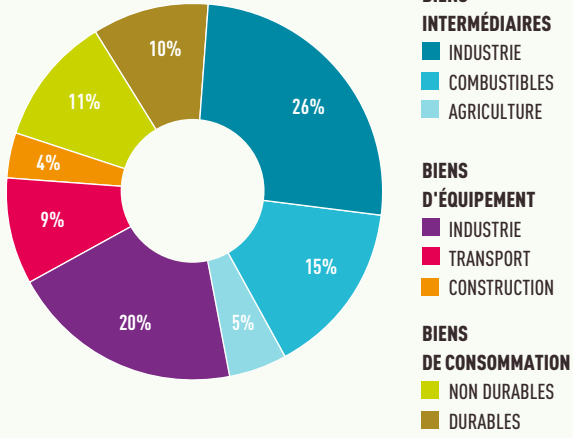
Les statistiques péruviennes classent les importations par catégories de biens, distinguant les produits de consommation (durables ou directement consommables), les biens intermédiaires et les biens d'équipement, qu'elles précisent selon les secteurs utilisateurs.

IMPORTATIONS PAR PAYS (2013)



Source : ComexPerú (2014)

IMPORTATIONS PAR CATÉGORIE DE MARCHANDISES (2013)



Source : ComexPerú (2014)

2.2.3 RELATIONS AVEC LA BELGIQUE

Nos échanges commerciaux avec le Pérou se sont intensifiés ces dernières années. Selon le fichier des exportateurs de l'Agence pour le Commerce extérieur, plus de 800 sociétés belges exportent vers le Pérou et près de 1.600 manifestent un intérêt pour ce marché. Cette base de données est disponible via : http://www.abh-ace.be/fr/infos_exportateurs/Fichier_des_exportateurs.

Les exportations belges vers le Pérou ont augmenté de 20,8 % entre 2012 et 2013 et ont presque triplé depuis 2009. Le Pérou est aujourd'hui le 72e client de la Belgique. Avec 260,8 millions d'EUR, notre pays est le 4e exportateur de l'Union européenne vers le Pérou derrière l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie.

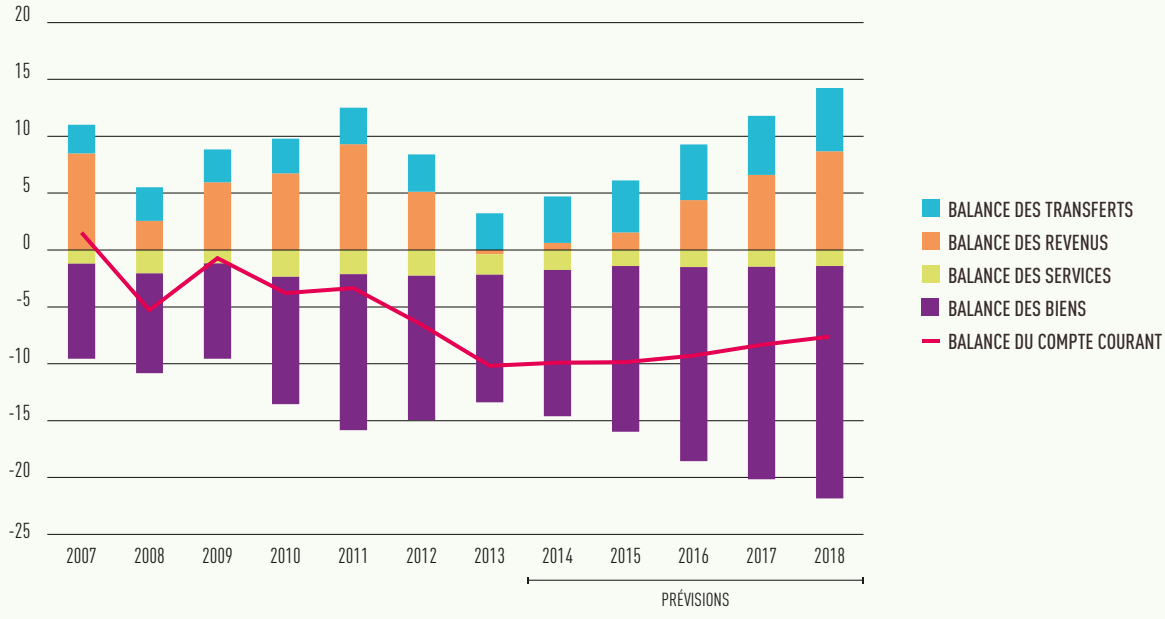
Le Pérou est aussi notre son 51e fournisseur, juste derrière la Colombie. Les exportations péruviennes vers la Belgique avaient doublé entre 2009 et 2011, avant de diminuer d'environ 12 % jusqu'à 468,4 millions d'EUR pour 2013. La Belgique est le 5e importateur de biens péruviens de l'Union européenne.

Selon le concept communautaire, qui inclut les opérations de transit, le Pérou jouit d'un net excédent commercial avec la Belgique. Il s'explique surtout par le fait que les ports belges représentent souvent la porte d'entrée vers le continent européen. Les exportations péruviennes vers la Belgique ont tendance à être surévaluées par rapport aux besoins réels du marché belge.

Le commerce extérieur du Pérou avec notre pays est analysé dans la note bilatérale « Les relations commerciales de la Belgique avec le Pérou » publiée par l'Agence pour le Commerce extérieur.

2.2.4 BALANCE DU COMPTE COURANT

CONTRIBUTION DES DIFFÉRENTS COMPOSANTS DE LA BALANCE DU COMPTE COURANT
(en milliards d'USD à prix constants)



Source : EIU (mai 2014)

La balance du compte courant péruvien se définit comme le solde des flux monétaires du pays résultant des échanges internationaux de biens, de services, de transferts et de revenus.

Elle est historiquement légèrement déficitaire. Sa moyenne depuis 1980 est un mali de 2 milliards d'USD. Elle affiche cependant ces dernières années des niveaux plus bas qu'à son habitude. Cependant, en 2013, elle a plongé à 10 milliards d'USD de déficit.

- La balance des biens ou balance commerciale est légèrement négative en 2013, mais les prévisions augurent un solde positif à plus de 8 milliards d'USD (voir section 2.2.2)
- La balance des transferts affiche un solde relativement constant et positif. Elle mesure les dépenses et revenus d'aide publique au développement, les contributions aux organisations internationales, les transferts des émigrés ou immigrés.
- La balance des services mesure la différence entre la valeur des services exportés (rendus par le Pérou aux étrangers) et celle des services importés est constamment légèrement déficitaire.
- La balance des revenus dépasse les 10 milliards d'USD de déficit. Les salaires et les revenus tirés des investissements (intérêts ou dividendes) versés à l'étranger dépassent ceux perçus de l'étranger.

2.3 INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

On parle d'investissement direct étranger (IDE) lorsqu'une entreprise acquiert au moins 10 % du capital d'une société étrangère dans le but d'y exercer un contrôle et d'influencer sa gestion. Ces opérations sont en général classifiées en deux groupes : d'une part, les investissements dits « greenfield » qui visent à créer une entreprise de toutes pièces et, d'autre part, les acquisitions, qui ciblent la prise de contrôle d'une entreprise existante.

UN CLIMAT FAVORABLE AUX INVESTISSEMENTS

Le Pérou est actuellement reconnu pour son climat propice aux investissements. Les autorités péruviennes veulent en effet attirer les investisseurs étrangers dans tous les secteurs d'activité. Dans les années 1990, elles ont dans ce but encouragé la stabilisation du pays et prôné des politiques de libéralisation en abaissant les barrières douanières.

Le cadre juridique et fiscal est devenu très favorable aux IDE. Complémentaires à la Constitution (1993), des lois régulent les IDE comme la loi de promotion de l'investissement étranger (1991) et la loi cadre pour la croissance de l'investissement privé (1991).

En 2002, le gouvernement a institué l'organisme parastatal ProInversión (www.proinversion.gob.pe), une agence destinée à la promotion des investissements. Il lance et suit la majorité de ceux-ci par procédure d'adjudication. Il a en outre participé à la privatisation de quelques entreprises publiques.

Les investisseurs étrangers bénéficient notamment :

- de l'égalité de traitement avec les investisseurs nationaux,
- de la jouissance d'une clause de stabilité du cadre juridique et fiscal pour une durée de 10 ans valable pour tout investissement étranger supérieur à 5 millions d'USD,
- d'incitations fiscales mises en place pour favoriser l'investissement dans les zones andines (supérieures à 2.500 m d'altitude) et en Amazonie,
- de la liberté d'investir dans la quasi-totalité des secteurs,
- de l'inviolabilité de la propriété.

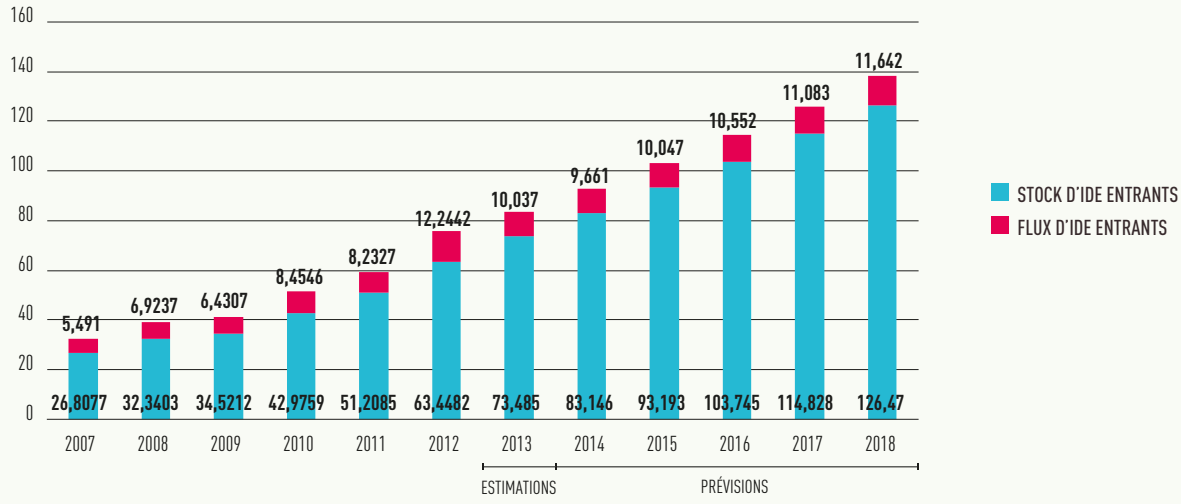
Sur la scène internationale, le Pérou est membre de la MIGA (Agence multilatérale de garantie des investissements), filiale de la Banque mondiale. Il a adhéré au CIRDI (Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements) afin de résoudre les litiges qui pourraient survenir entre les investisseurs étrangers et le gouvernement. Il a ratifié la Convention de New-York sur l'arbitrage international et a rejoint le comité de l'investissement de l'OCDE.

Le Pérou a conclu quelques accords évitant la double imposition ainsi qu'une trentaine d'accords bilatéraux de promotion et de protection réciproque de l'investissement, dont un signé avec la Belgique et le Luxembourg.

Sa politique d'ouverture a valu au Pérou d'obtenir depuis 2009 un 'investment grade' auprès des trois principales agences de notation, Standard & Poor's, Moody's et Fitch (voir 2.4.2).

UN STOCK DÉCUPLÉ EN 15 ANS

INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS (en milliards d'USD courants)



Source : EIU (mai 2014)

Après une progression constante entre 2004 et 2008, les flux d'IDE à destination du Pérou ont diminué en 2009, suite à la récession mondiale. Ils ont rebondi dès 2010 grâce notamment à la croissance globale du continent sud-américain.

En 2012, ils ont atteint 12,2 milliards d'USD, soit une hausse de 49 % par rapport à 2011. Cette évolution est attribuée à la forte augmentation des apports en capital (4,6 milliards d'USD, soit 17 fois plus qu'en 2011 qui a marqué une période de gel due à la campagne électorale présidentielle), ainsi qu'aux réinvestissements des bénéfices des filiales (8,3 milliards d'USD). Les opérations de prêts entre maisons-mères et filiales étrangères ont par contre affiché un solde négatif (-700 millions d'USD).

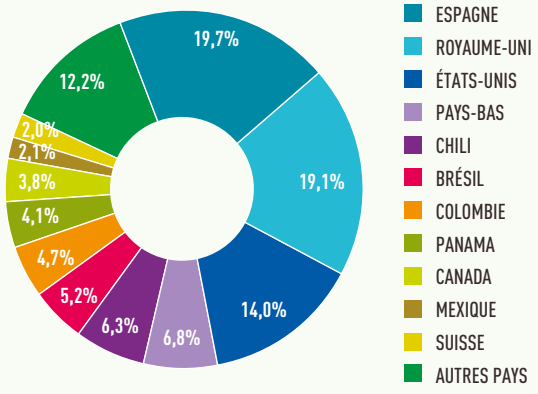
Selon la CEPALC (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes), les flux d'IDE ont progressé de 11 % en 2013 dans la région, atteignant 185 milliards d'USD, soit 13 % du total mondial.

Le Pérou a continué d'attirer les IDE en 2013, malgré un recul à 10,2 milliards d'USD. Ce montant représente 5,5 % des flux à destination de l'Amérique latine et les Caraïbes et place le pays en 5e position derrière le Brésil, le Mexique, le Chili et la Colombie.

Le stock d'IDE péruvien a quant à lui été multiplié par 10 en 15 ans au Pérou, pour atteindre 73,5 milliards d'USD en 2013. Les statistiques de ProInversión détaillent le stock constitué grâce aux apports en capitaux, qui valait 22,6 milliards d'USD en 2013, par pays et par secteur.

LES PAYS INVESTISSEURS ET LES SECTEURS INVESTIS

STOCK D'IDE PAR PAYS D'ORIGINE (au 31 décembre 2013)



Source : ProInversión (2014)

L'Espagne, ancien pays colonisateur, est le premier investisseur au Pérou avec un cinquième du montant cumulé des IDE à son actif. Les entreprises ibériques occupent une place dominante dans plusieurs secteurs depuis les privatisations menées dans les années 1990. Celui des télécommunications représente plus des deux tiers du stock espagnol, avec la prépondérance de Telefónica. Suivent la finance (BBVA, Banco Santander et Mapfre), l'énergie (Endesa) et les services (Ekimed). L'Espagne est par contre absente du secteur des mines, principal attracteur des capitaux étrangers.

Le Royaume-Uni (les territoires d'outre-mer et les dépendances de la Couronne inclus) talonne l'Espagne en deuxième position, avec un niveau quasi identique. Les Etats-Unis complètent le podium avec 14 %.

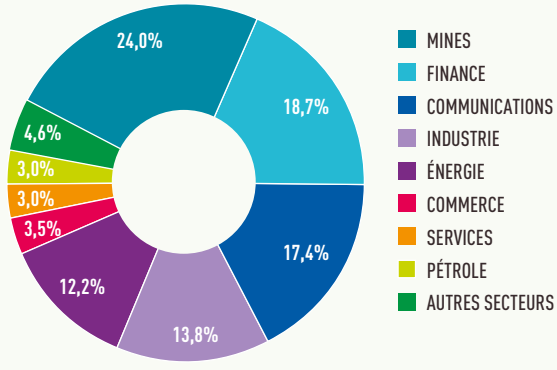
L'UE des 28 dans son ensemble est à l'origine de la moitié des IDE et représente le premier investisseur au Pérou. Ses secteurs de prédilection sont les communications, des industries extractives et des services bancaires et financiers.

Les investissements en capitaux belges atteindraient 120 millions d'USD (0,5 %) en 2013, en grande partie dans le secteur de la finance (87,7 millions d'USD), mais également celui des mines (11,7 millions d'USD) et de l'énergie (9,0 millions d'USD). De par ses investissements récents dans sa filiale EnerSur, GDF Suez est devenu le premier fournisseur belge d'IDE au Pérou.

Cinq secteurs de l'économie péruvienne concentrent 82 % du stock d'investissements au 31 décembre 2013 :

- le secteur minier (24,0 %)
- les finances (18,7 %),
- les télécommunications (17,4 %),
- l'industrie (13,8 %),
- l'énergie (12,2 %).

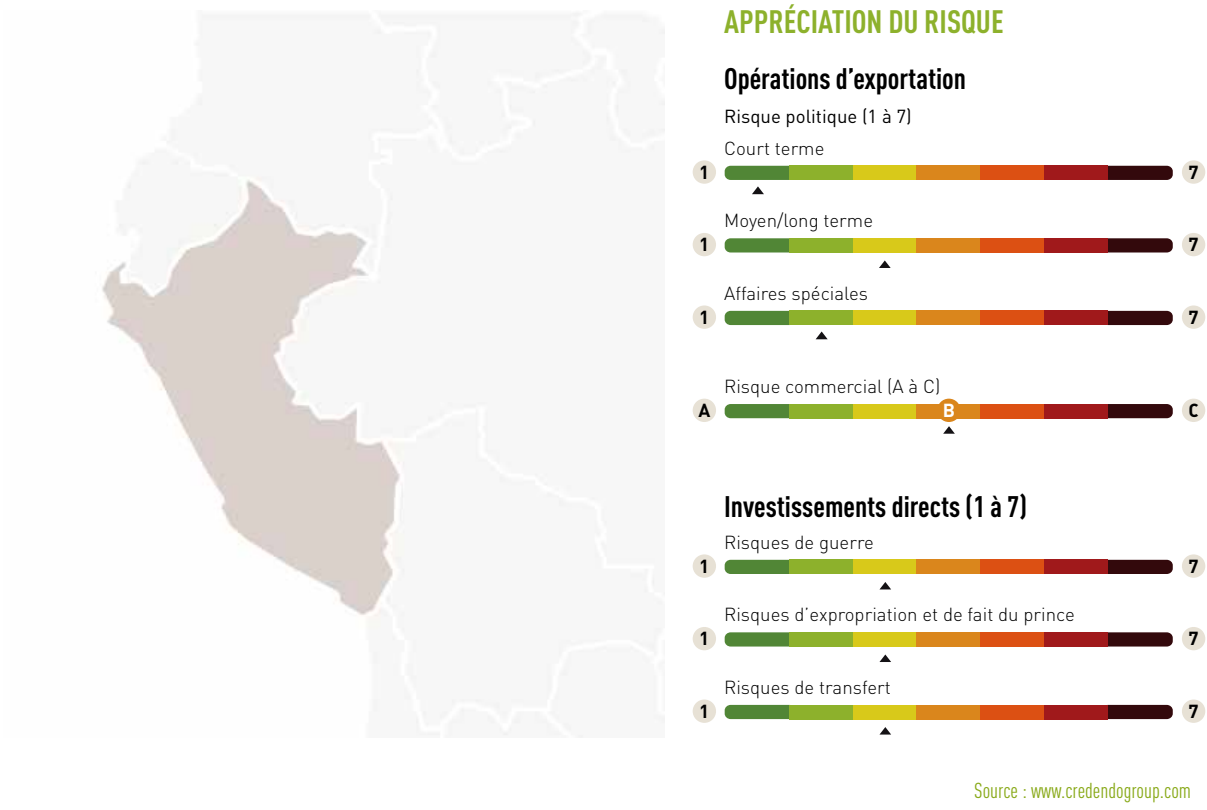
STOCK D'IDE PAR SECTEUR (au 31 décembre 2013)



Source : ProInversión (2014)

2.4 APPRÉCIATION DU RISQUE

2.4.1 APPRÉCIATION DU RISQUE SELON LE GROUPE CREDENDO



Source : www.credendogroup.com

Delcredere|Ducroire, assureur-crédit public belge membre du Groupe Credendo, assure les entreprises et les banques contre les risques politiques et commerciaux dans les relations commerciales internationales se rapportant surtout aux biens d'équipement, projets industriels, travaux et services aux entreprises. Il est également habilité à participer à ces mêmes risques au travers de conventions de partage de risques avec les banques. Dans le cadre de cette activité, le Groupe Credendo établit un classement des pays selon le risque qu'ils représentent pour les investisseurs. Leurs conclusions pour le Pérou sont bonnes tant sur le plan politique que sur le plan commercial.

OPÉRATIONS D'EXPORTATION

Les risques politiques auxquels les investisseurs s'exposent en Pérou sont faibles. Ils sont de classe 1 à court terme, de classe 3 à moyen et long terme et de classe 2 pour les affaires spéciales. Le risque politique doit être compris comme étant tout événement survenant à l'étranger qui revêt, pour l'assuré ou pour le débiteur, un caractère de force majeure comme les guerres, révolutions, catastrophes naturelles, pénuries de devises, ou les actes d'autorités publiques ayant le caractère de « fait du prince ».

Le risque commercial se situe en classe B, soit le risque moyen. Il s'agit du risque de carence du débiteur privé étranger, c'est-à-dire du risque que ce dernier soit incapable d'exécuter ses obligations ou qu'il s'y soustraie sans motif légal. Le risque commercial n'est pas déterminé uniquement par la situation propre au débiteur, mais également par des facteurs macroéconomiques systémiques qui influencent la capacité de paiement de l'ensemble des débiteurs d'un pays.

Tant pour les opérations d'exportation assorties d'une durée de crédit de court terme que pour celles faisant l'objet d'une durée de crédit moyen/long terme, le Groupe Credendo peut offrir la couverture des risques politiques et commerciaux en « open account », c'est-à-dire sans qu'une garantie bancaire soit requise et sans autres conditions particulières. Les plafonds de couverture du Groupe Credendo pour ce pays ont été établis à 1.600 millions d'EUR pour le court terme et les affaires spéciales et à 1.350 millions d'EUR pour le moyen/long terme et les investissements.

Conformément à l'arrangement conclu au sein de l'OCDE, le délai maximum de remboursement pour les transactions à moyen et long termes vers ce pays a été fixé à 10 ans. Les financements à caractère concessionnel sont exclus.

INVESTISSEMENTS DIRECTS

Le Groupe Credendo assure les investissements dans ce pays contre le risque de guerre, le risque d'expropriation et de fait du prince et le risque de transfert lié au paiement des dividendes ou au rapatriement du capital. Ces risques peuvent être assurés séparément, mais aussi selon toutes les combinaisons possibles. Chaque demande est traitée au cas par cas sur base d'une analyse détaillée.

Le risque de guerre comprend à la fois le risque de conflit externe et le risque de violence politique interne. La violence politique interne comprend, à son tour, le cas extrême de guerre civile, mais aussi les risques de terrorisme, de troubles civils, de conflits socio-économiques et de tensions raciales et ethniques. Le Pérou obtient ici une bonne cotation de 3 sur une échelle de 7.

Le risque d'expropriation et de fait du prince recouvre non seulement les risques d'expropriation et de rupture des engagements contractuels par l'autorité publique, mais aussi les risques liés au (dys-) fonctionnement de l'appareil juridique et le risque potentiel d'un changement d'attitude négatif envers les investisseurs étrangers. Le Pérou reçoit une note honorable de 3 sur une échelle de 7.

Le risque de transfert est le risque résultant d'un événement ou d'une décision des autorités étrangères empêchant le transfert du montant de la créance payée par le débiteur. Avec 3 sur 7, le Pérou se classe dans la catégorie des risques moyens.

De plus amples informations sont disponibles sur www.credendogroup.com.

2.4.2 AUTRES INDICATEURS DE RISQUE

De nombreuses institutions évaluent le risque de conclure des affaires dans un pays. Nous ne reprenons ici qu'une sélection des plus connues.

- Selon le **Global Competitiveness Report** 2013-2014 du Forum économique mondial, le Pérou occupe le 61e rang sur 148 pays classés en fonction de leur compétitivité. Il a progressé d'une vingtaine de places ces dernières années. Les facteurs mis en évidence dans le rapport sont ses bonnes performances macroéconomiques ainsi que l'efficacité de ses marchés des biens, financier et du travail.

- Le pays est 51e sur 138 en ce qui concerne la facilité de faire du commerce, selon l'Enabling Trade Index 2014 du **Global Enabling Trade Report** 2014, publié par le Forum économique mondial. Il occupe même la 4e place sur le critère de l'accès au marché. D'après un sondage, les trois facteurs les plus problématiques pour exporter au Pérou sont les procédures astreignantes, le coût élevé et les retards causés par transport international et enfin les exigences techniques domestiques.

- Dans le rapport **Doing Business** de la Banque mondiale, les pays sont notés en fonction de la facilité d'y faire des affaires. Un classement élevé signale un environnement réglementaire propice aux opérations commerciales. Le Pérou se retrouve à 42e place sur 189 et à la 2e à l'échelle du continent sud-américain.

- L'**OCDE** estime le risque pays du Pérou à 3 sur une échelle de 7, soit un risque modéré.

- Les agences de notation **Standard & Poor's** et **Fitch** attribuent au Pérou un BBB+, avec une perspective stable. Le pays avait vu sa note chez Standard & Poor's augmenter d'un cran en août 2013, doublant ainsi le Brésil et le Mexique. **Moody's** lui donne quant à elle un BAA2, avec une perspective positive. Ces trois notations sont des 'investment grades' et correspondent à un niveau de risque faible. Le Pérou est l'économie latino-américaine la mieux notée après le Chili.

- Selon l'**Index of Economic Freedom** 2014 de la Fondation Heritage qui évalue la liberté économique, le Pérou se classe 47e sur 177 avec un score de 67,4 (« modérément libre »), au-dessus des moyennes mondiale et régionale.

3

ANALYSE SECTORIELLE

3.1 MINES 44

3.2 ÉNERGIE 50

3.3 INFRASTRUCTURES 56

3.4 AGRO-INDUSTRIE 60

3.1 MINES

UN SECTEUR ÉCONOMIQUE DE POIDS

L'activité minière a toujours occupé une place prépondérante dans le développement économique du pays, que ce soit à la période pré-inca, inca, coloniale ou républicaine.

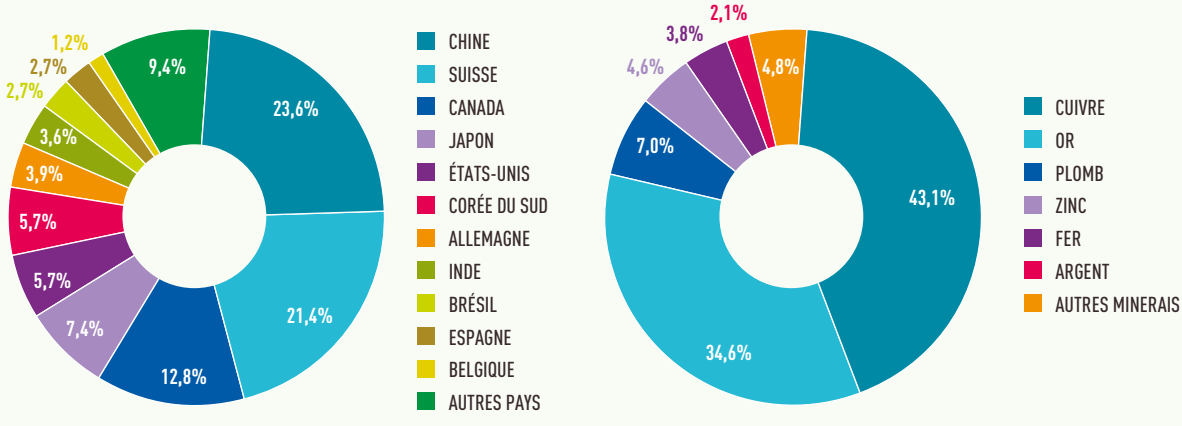
Combiné à celui des hydrocarbures, le secteur contribue au PIB péruvien à hauteur de 12,1 % en 2013 (voir section 2.1.1 PIB). L'INEI, organisme officiel de statistiques du gouvernement péruvien, attribue 7,8 % aux métaux et 2 % aux produits pétroliers. Le reste reviendrait essentiellement aux minéraux non métalliques et à la production secondaire. La croissance est estimée à 2,4 % en 2013 et à 9,4 % pour 2014.

Les produits miniers représentent 55 % des exportations péruviennes en 2013 (22,7 milliards d'USD). Ce montant est évalué à 23,1 milliards d'USD pour 2014 et 27 milliards d'USD pour 2015. Les prix des minéraux sur les marchés internationaux demeurent élevés.

Le cuivre et l'or contribuent conjointement à près de 80 % des ventes en valeur. La Belgique serait la 11e destination des minéraux péruviens, 3e de l'UE derrière l'Allemagne et l'Espagne, et représenterait 1,19 %. La Suisse est le premier client du Pérou pour son or, selon la SNMPE (Sociedad Nacional de Minería, Petróleo y Energía). En 2013, elle a acheté 37 % du total, contre respectivement 26 % et 25 % pour les Etats-Unis et le Canada.

Le Pérou organise tous les deux ans l'une des plus célèbres bourses minières au monde. La dernière édition, Perumin 2013, s'est tenue à Arequipa du 16 au 20 septembre 2013.

EXPORTATIONS DE MINERAIS PAR PAYS ET PAR TYPE (2013)



Source : ComexPeru (2014)/Ernst & Young

It is expected an increase in the mining industry output as mineral prices are likely to remain high despite the international price of commodities is trending down.

Guillermo Shinno
Ministre adjoint des Mines
(mars 2014)

Le secteur des mines est également une importante source de devises et de rentrées fiscales pour le pays. Le gouvernement estime que les taxes qu'il génère équivalent à plus de 30 % du total perçu. En termes d'emploi, 208.000 travailleurs étaient actifs directement dans le secteur en 2013 et plusieurs millions indirectement.

UNE RÉSERVE DE CHOIX

Le Pérou est l'un des pays dotés des ressources minérales les plus importantes et les plus diversifiées au monde.

En 2012, il est le 3e producteur mondial de cuivre, d'argent, d'étain et de zinc. Il possède la 1re réserve mondiale d'argent, la 2e de cuivre et la 3e de zinc.

A l'échelle latino-américaine, il était le 1er producteur d'or, de zinc, d'étain et de plomb et le 2e pour le cuivre, l'argent et le molybdène.

LE SECTEUR MINIER PÉRUVIEN À L'ÉCHELLE MONDIALE (DONNÉES 2012)

Métal	Part des réserves mondiales	Part de la production mondiale	Classement de la production mondiale	Rang dans la production mondiale	Rang dans la production en Amérique latine
Argent	22 %	14 %	Mexique, Chine, **Pérou**	3e	2e
Zinc	8 %	10 %	Chine, Australie, **Pérou**	3e	1er
Etain	6 %	13 %	Chine, Indonésie, **Pérou**	3e	1er
Plomb	9 %	5 %	Chine, Australie, USA, Mexique, **Pérou**	5e	2e
Or	4 %	6 %	Chine, Australie, USA, Afrique du Sud, Russie, **Pérou**	6e	1er
Cuivre	13 %	7 %	Chili, Chine, **Pérou**, USA	3e	2e
Molybdène	4 %	8 %	Chine, USA, Chili, **Pérou**	4e	2e

Source : Mineral commodity summaries 2013, US Geological Survey

Le Pérou est également un des rares pays au monde à posséder des réserves de minéraux non métalliques comme le calcaire, le phosphate, la diatomite (premier producteur sud-américain), le travertin, la bentonite...

La plupart des grandes compagnies minières sont présentes au Pérou, comme Xstrata, Newmont, Glencore, Gold Fields, Freeport-Mc MoRan, Rio Tinto, Anglo American et Barrick.

Le potentiel péruvien est encore sous-utilisé. Seulement 0,32 % du territoire serait exploré en 2013 (0,29% en 2012) et 0,9 % des zones minérales serait en cours d'exploitation (0,8% en 2012). Le taux de production au Pérou est minime au regard de ses réserves considérables. De nouvelles découvertes et de nouvelles zones de production sont attendues dans les années à venir.

DES INVESTISSEMENTS COLOSSAUX

Le secteur minier représente environ 58 % des investissements totaux du pays. Sa législation transparente et son potentiel géologique considérable ont aidé le Pérou à attirer des capitaux.

En 2013, il a fait l'objet de 10 milliards d'USD d'investissements, soit 17 % de plus qu'en 2012. Le montant devrait à nouveau dépasser ce seuil en 2014 et même augmenter de 10 %, selon les dernières déclarations du Ministre adjoint des Mines, Guillermo Shinno.

> Mining investment in Peru will exceed US$ 10 billion this year, while the nation's mine output is set to grow 10 percent, as mineral prices still remain attractive.

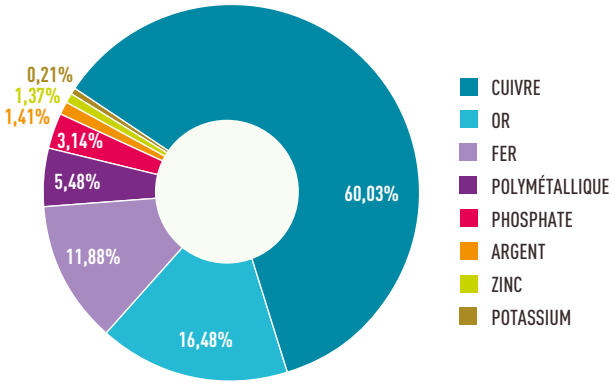
Guillermo Shinno
Ministre adjoint des Mines
(mars 2014)

De nombreux projets d'investissement sont en cours de négociation dans le secteur, pour une valeur globale estimée à près de 60 millions d'USD d'ici 2020.

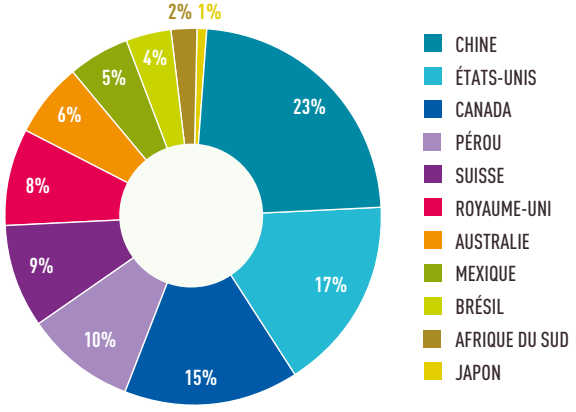
- 35 millions seraient consacrés au cuivre, témoins du haut potentiel de ce métal au Pérou. Le pays devrait doubler sa production annuelle d'ici 2016 de 1,3 à 2,8 MT (millions de tonnes métriques).
- La Chine est le principal investisseur étranger. Elle est suivie par les Etats-Unis et le Canada. Les entreprises autochtones arrivent en 4e position avec un peu moins de 10 % du total.
- Près de la moitié des projets sont encore en phase exploratoire. 15 % concernent des extensions d'exploitations existantes.
- Les régions de Cajamarca (nord), d'Apurimac et d'Arequipa (sud) concentrent à elles trois la moitié des investissements.

RÉPARTITION DES 60 MILLIONS D'USD D'INVESTISSEMENT PRÉVUS POUR 2014-2020

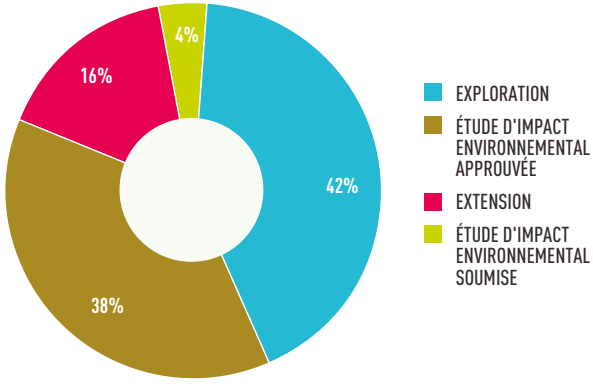
1. Par minéral



2. Par pays investisseur (principal)



3. Par état d'avancement ou type de projet



4. Par zone géographique

Apurimac	11.900	20,0%
Arequipa	9.802	16,5%
Cajamarca	9.132	15,3%
Moquegua	5.820	9,8%
Junin	5.670	9,5%
Pasco	3.432	5,8%
Cusco	2.736	4,6%
Piura	2.645	4,4%
Ica	2.483	4,2%
Lambayeque	1.599	2,7%
Ancash	1.310	2,2%
Puno	920	1,5%
Huancavelica	630	1,1%
Tacna	600	1,0%
Ayacucho	370	0,6%
Huanuco	350	0,6%
Lima	93	0,2%
Total	**59.492**	**100,0%**

Source : Ministère de l'Energie et des Mines (2014)

Le Pérou bénéficie d'un des budgets pour l'exploitation minière les plus conséquents de la planète. Selon SNL Metal Economic Group, il se voit allouer 5 % de l'enveloppe mondiale annuelle d'exploration des métaux non-ferreux. En 2013, il était le 6e pays au monde et le 3e en Amérique latine derrière le Mexique et le Chili.

> Peru is one of the most attractive destinations for mining investment due to the high level of its reserves and the legal framework that promotes private investment.
>
> **ProInversión**
> (2014)

Afin d'éviter les conflits sociaux du passé, le Pérou a ratifié en 2011 la loi de consultation préalable (« Prior Consultation Law »), qui garantit aux peuples indigènes le droit au consentement, libre et informé, dans les projets (miniers, mais également les concessions pétrolières et gazières) concernant leur territoire.

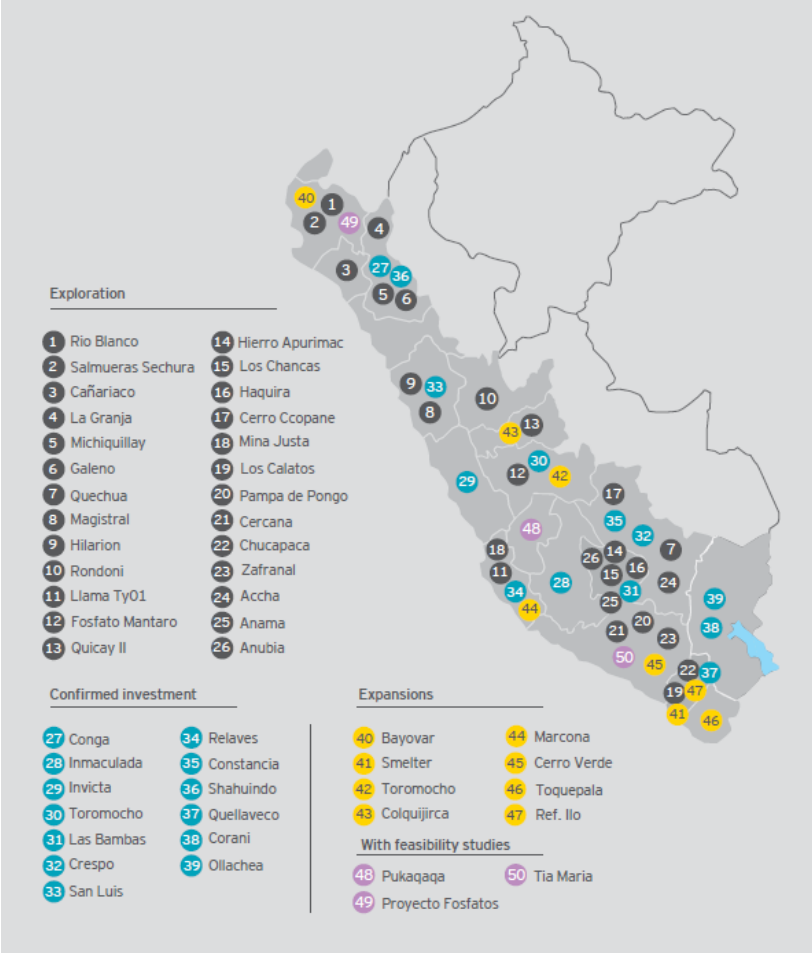
Des représentants du Pérou, de Colombie et d'Equateur se sont rassemblés lors d'une conférence en avril 2014 pour lutter contre les pratiques illégales du secteur. Trois sessions figuraient à l'ordre du jour: la définition et la distinction des activités minières formelles, informelles et illégales, la régulation de l'activité minière et les moyens à mettre en œuvre afin de limiter les conséquences environnementales inhérentes au secteur. Les trois pays ont pu partager leurs différentes approches.

Les autorités péruviennes ambitionnent la mise en place d'une législation plus exigeante sur le plan environnemental et axée sur la durabilité. Cela laisse entrevoir des besoins pour des services miniers de seconde génération et des débouchés considérables pour les investissements de production et les équipements novateurs.

OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES BELGES

- Equipements de sécurité
- Produits spécialisés
- Camions-bennes
- Pelleteuses
- Bulldozers
- Excavatrices
- Machines de forage
- ...

LOCALISATION DES PRINCIPAUX PROJETS MINIERS PÉRUVIENS



Source : Ernst & Young (2014)

3.2 ÉNERGIE

Une septantaine de grandes compagnies sont recensées dans le secteur énergétique péruvien, actives dans la production, la transmission ou la distribution. Parmi les acteurs, on peut également pointer trois institutions publiques :

- MINEM, le ministère de l'Energie et des Mines
- COES SINAC, le comité de gestion du réseau national
- OSINERGMIN, l'organisme superviseur de l'investissement dans le secteur de l'énergie et des mines.

Le gouvernement a prévu des investissements conséquents dans le secteur : 8 milliards d'USD pour 2014.

Le Président Humala veut par ailleurs renforcer le rôle de l'autorité publique dans les questions énergétiques en développant la collaboration entre sphères publiques et privées ainsi qu'une législation plus stricte au niveau environnemental.

CONSOMMATION

La consommation énergétique au Pérou a augmenté de 8 % par an en moyenne sur la dernière décennie. Ce rythme pourrait grimper à 9 % d'ici 2035. La demande maximale s'élevait à 5.575 MWh en 2013 et est estimée à 7.993 MWh pour 2017.

Outre l'accroissement de la population, deux facteurs principaux expliquent la progression de la demande en énergie : l'électrification du territoire qui gagne du terrain et la croissance économique soutenue, notamment industrielle.

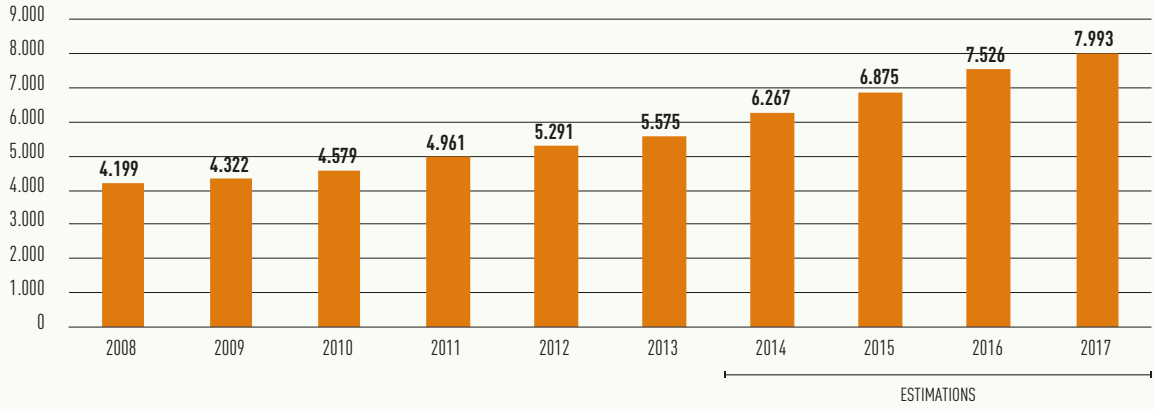
Si la région de Lima et la zone côtière sont déjà bien équipées, le reste du pays a encore besoin d'être doté d'infrastructures. Fin 2012, le taux d'électrification national flirtait avec les 90 % (87,2 %), mais atteignait seulement 63 % pour la population rurale. Le plan national d'électrification rurale prévoit un investissement de 990 millions d'USD pour la période 2013-2016. Plus de 3 millions de Péruviens devraient en bénéficier.

Les prix de l'électricité sont relativement bas au Pérou, un avantage compétitif dont bénéficie l'industrie péruvienne. Cependant, ils pourraient augmenter de 10 % en 2014, selon le bureau de consultance Apoyo Consultoria. Les secteurs les plus énergivores pourraient être affectés, comme les mines (25 % de la consommation totale), les industries travaillant le fer et l'acier, ainsi que le textile et l'activité halieutique.

PLAN NATIONAL D'ÉLECTRIFICATION RURALE 2013-2016

ANNÉE	NOMBRE DE PROJETS	INVESTISSEMENT (en USD)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
2013	372	326.862.200	876.402
2014	412	309.202.579	954.881
2015	422	177.185.579	679.347
2016	276	178.607.819	623.049
Total	**1.482**	**991.858.177**	**3.133.679**

Source : MINEM (2013)

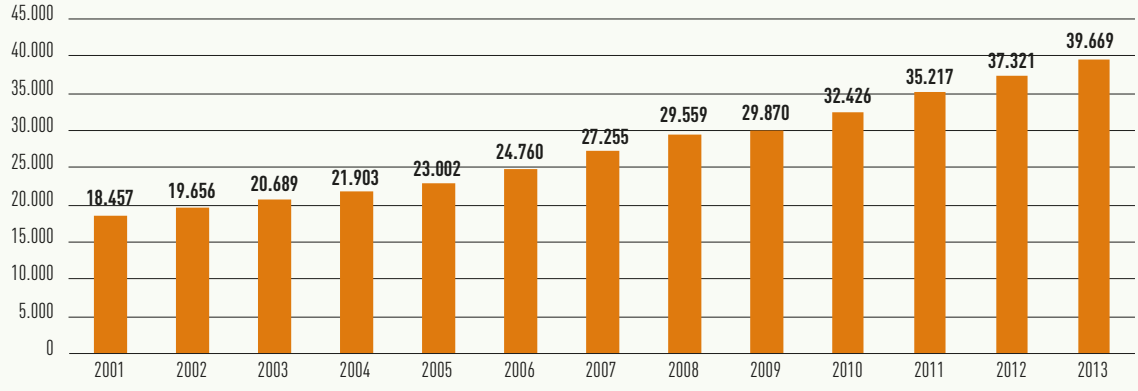


Source : COES /MINEM (2014)

PRODUCTION

La production électrique a atteint 39.669 GWh en 2013, soit 6,3 % de plus qu'en 2012. Elle a plus que doublé en 12 ans, en évoluant en moyenne de 6,6 % par an depuis 2001.

Les ressources primaires du Pérou lui permettent d'être autonome pour son approvisionnement en électricité. La production dépend presque exclusivement de deux vecteurs : l'activité hydroélectrique et les centrales thermiques fonctionnant au gaz naturel.



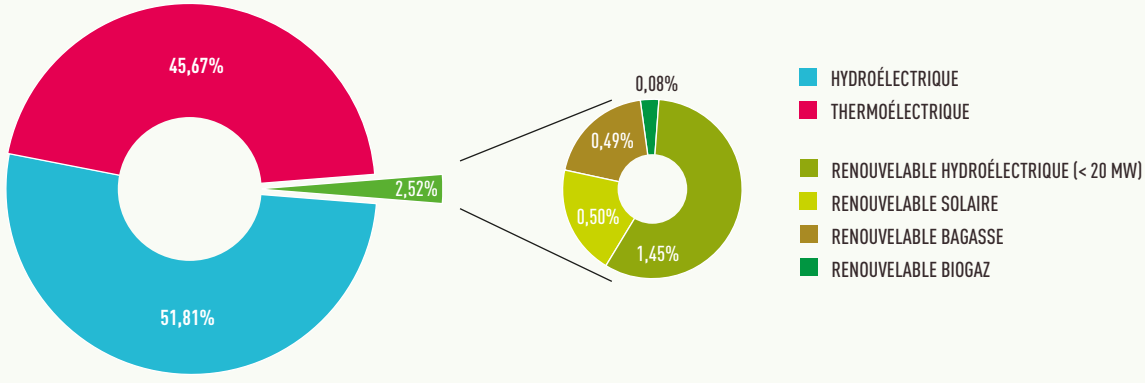
Source : OSINERGMIN (2014)

PRODUCTION ÉNERGÉTIQUE 2012-2013

TYPE D'ÉNERGIE		2012		2013		EVOLUTION 2012/2013	
		GWh	%	GWh	%	GWh	%
Hydroélectrique		20.389,74	54,63%	20.551,75	51,81%	162,02	0,79%
Thermoélectrique		16.250,08	43,54%	18.118,15	45,67%	1.868,08	11,50%
Renouvelable	Hydroélectrique (< 20 MW)	458,86	1,23%	576,81	1,45%	117,95	25,70%
	Solaire	59,70	0,16%	196,93	0,50%	137,23	229,88%
	Bagasse	133,45	0,36%	194,62	0,49%	61,17	45,84%
	Biogaz	29,36	0,08%	31,17	0,08%	1,81	6,17%
TOTAL		**37.321,18**	**100,00%**	**39.669,43**	**100,00%**	**2.348,25**	**6,29%**

Source : COES (2014)

MIX DE PRODUCTION ÉNERGÉTIQUE 2013



Source : COES (2014)

ÉNERGIE HYDROÉLECTRIQUE

La production des centrales hydroélectriques a atteint 21.129 GWh en 2013, une augmentation de 1,34 % par rapport à 2012. Seules les installations d'une capacité inférieure à 20 MW sont considérées comme une source renouvelable, selon les critères officiels.

Les compagnies Electroperú et Edegel assurent à elles deux la moitié de la production hydroélectrique du pays.

Le secteur hydraulique jouit d'un potentiel évalué à 60.000 MW, alors qu'il n'est exploité actuellement qu'à hauteur de 5 %. La capacité installée atteint en effet moins de 3.000 MW.

Pour faire face à la demande électrique croissante, 15 nouvelles centrales devraient voir le jour d'ici 2016 pour une puissance cumulée de 2.300 MW. Les autorités continuent de prôner la production hydroélectrique et l'installation de lignes de transmission.

Alors que l'hydroélectricité a historiquement servi le Pérou comme première source d'énergie, son rôle monopolistique diminue progressivement, au fur et à mesure que l'exploration du gaz naturel gagne du terrain et fournit au Pérou de l'énergie thermique.

ÉNERGIE THERMIQUE

L'industrie des hydrocarbures a progressé de 5,8 % en 2013. De nouvelles réserves de pétrole et de gaz sont régulièrement découvertes et assurent la croissance du secteur, qui devrait atteindre 10,8 % en 2014 selon les prévisions de la BCRP. Ces ressources permettent aussi le développement d'activités pétrochimiques.

GAZ

Le vecteur thermique utilise principalement le gaz naturel comme ressource primaire. Ce dernier représente 41 % du mix énergétique national. La production électrique à partir de gaz naturel a progressé de 11,05 % en 2013.

Les subsides gouvernementaux consentis pour son extraction permettent de garder les prix de l'énergie artificiellement bas, même si leur augmentation prochaine se fait craindre.

Les principales compagnies du pays sont Enersur, Kallpa et Edegel. Elles représentent à elles trois 90 % de la génération thermoélectrique.

Les développements prévus autour du gisement de gaz naturel de Camisea permettront de renforcer l'offre énergétique du pays et d'aider à freiner l'augmentation des prix attendue, selon Apoyo Consultoria. Le projet, estimé à 15 à 20 milliards d'USD, comporte trois parties : la construction d'un nouveau pipeline (Gazoducto Sur Peruano), d'un complexe pétrochimique ainsi que de plusieurs centrales thermoélectriques dans le sud du pays.

Neuf projets sont en cours pour une puissance thermoélectrique supplémentaire totale de 2.100 MW.

Le LNG s'est fortement développé dernièrement avec une production de 104.000 barils par jour en 2013, soit 25 % de plus qu'en 2012. Le Pérou est en outre le seul pays d'Amérique latine équipé d'un terminal LNG. Un système d'approvisionnement d'une capacité de 130.000 m³ devrait voir le jour. L'investissement à concéder s'élève à 250 millions d'USD.

PÉTROLE

Le secteur pétrolier est lui aussi en croissance. La production s'est élevée à près de 23 millions de barils en 2013 selon MINEM.

L'exploitation de nouveaux lots situés en Amazonie près de Loreto devrait accroître les volumes pétroliers de l'ordre de 10 % en 2014 et l'utilisation de l'oléoduc Nor Peruano reliant l'Amazonie à la côte.

La modernisation de quelques raffineries figure également à l'agenda, à commencer par celle de Talara. Le projet est estimé à 3,5 milliards d'USD et constitue le plus large investissement de l'histoire péruvienne.

> The Talara Refinery responds to the interests of the country, to a policy and strategy of strengthening the energy and petroleum security[...]it will generate more employment, improve the environment, bring a cutting edge technology for the future of the country, especially to Piura. [...] This modernization project should be remembered as the largest investment, thanks to a coherent national policy.

Ollanta Humala
Président péruvien
(30 mai 2014, cérémonie de signature du contrat)

ÉNERGIES RENOUVELABLES

Le MINEM définit l'énergie renouvelable comme l'énergie fournie par le solaire, le vent, le biogaz, le biocarburant et la géothermie, sans oublier les installations hydroélectriques de moins de 20 MW.

La filière verte demeure largement sous-exploitée au Pérou. Elle ne représente actuellement que 2,52 % du mix énergétique. Elle a pourtant augmenté de manière exponentielle depuis ses balbutiements en 2009. Cette première année avait enregistré une production de 1,8 GWh (biomasse uniquement) alors que 2013 a totalisé 223 GWh si on compte les filières de biomasse, de biogaz et solaire.

La loi de promotion des énergies renouvelables, adoptée en 2008, prévoit des avantages fiscaux et tarifaires. Elle garantit l'achat prioritaire de ces énergies par le système interconnecté à hauteur de 5 % de la consommation électrique nationale.

Le MINEM a attribué plusieurs contrats d'achat d'une durée de 20 ans en matière d'énergies renouvelables. Quelques mini centrales hydroélectriques ainsi que des installations d'énergie renouvelable non conventionnelle (biomasse, éolienne, solaire) sont aujourd'hui en activité ou en cours de développement.

D'après une analyse du consultant énergétique CINYDE, les investissements pourraient atteindre 13 millions d'USD d'ici 2020.

ÉOLIEN

La filière renouvelable présentant le potentiel le plus important est l'éolien, estimé à 22.000 MW. Actuellement, seulement 0,65 % est cependant mis à profit.

Son coût d'exploitation est relativement faible et les conditions de vent sont très favorables, voire même parmi les meilleures au monde selon certaines études.

ContourGlobal Latam, filiale d'une compagnie énergétique new-yorkaise a investi 250 millions d'USD pour la construction de deux parcs éoliens à échelle industrielle à Cupisnique et à Talara, dans le nord du pays, d'une capacité globale de 114 MW. De leur succès dépendent les investissements à venir pour des projets similaires.

L'allemand Sowitec, en pleine expansion en Amérique du Sud, a déjà développé des activités à Piura, à Ica et à Cajamarca.

SOLAIRE

Le potentiel solaire est estimé à 3.000 MW. Tout comme le nord du Chili, le Pérou est l'une des régions de la planète les plus attrayantes au vu de la forte concentration de rayons UV qu'on peut y enregistrer.

Le Président Humala a inauguré fin 2012 le parc solaire de Tacna (20 MW), première infrastructure photovoltaïque reliée au réseau national. Dans la foulée, il a lancé le défi ambitieux de faire du solaire la première source d'énergie du pays d'ici 2050. Une seconde installation de même capacité a ouvert ses portes en mars 2013 à Moquegua : la Panamericana Solar 20.

Ce vecteur représente une aubaine pour l'objectif majeur d'électrification rurale du MINEM. L'été 2013 a marqué le coup d'envoi d'un vaste projet de mise en place de 1.600 panneaux solaires afin de fournir de l'électricité aux familles plus démunies de la province de Contumaza. Le programme complet, dans lequel seront investis 200 millions d'USD, prévoit d'ici 2016 l'installation de 12.000 structures photovoltaïques procurant de l'énergie à plus d'un demi-million de foyers. La première phase du projet consiste en des solutions domestiques dans les districts pauvres, tandis que la suivante lancera des appels d'offres pour des équipements plus importants.

AUTRES SOURCES RENOUVELABLES

La biomasse a été la première énergie renouvelable à se développer au Pérou. Maple Ethanol, connu pour sa production de biocarburant à partir de maïs, s'est récemment tourné vers une nouvelle matière première, la bagasse, résidu fibreux du pressage de la canne à sucre. Ce créneau présente des opportunités intéressantes. La firme Petramas développe quant à elle du biogaz.

Le Pérou fait également partie du top 100 des pays dotés d'un potentiel géothermique, évalué à 3.000 MW, principalement la région d'Arequipa.

OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES BELGES

- Equipements de sécurité
- Produits spécialisés
- Eoliennes
- Panneaux photovoltaïques
- Machines de forage
- Machines de fonçage
- Tubes, tuyaux et flexibles (en fer, en acier et en plastique)
- Chariots élévateurs
- Plateformes de forage et de production de gaz et de pétrole
- ...

3.3 INFRASTRUCTURES

Le secteur des infrastructures affiche un potentiel de progression alléchant, grâce à la combinaison de différents facteurs tels que la croissance économique (moyenne de 6,4 % sur les 10 dernières années) et les mesures de soutien du gouvernement à l'égard du secteur privé pour les projets de construction. Les analystes estiment les investissements nécessaires pour combler le déficit en infrastructures actuel entre 30 à 88 milliards d'USD.

TRANSPORT

Le gouvernement actuel donne priorité aux infrastructures de transport. Son optique est de renforcer la compétitivité du pays et de bâtir un hub logistique intégrant l'Amérique latine avec la zone économique Asie-Pacifique.

Le ministère des Transports et des Communications a établi un programme d'investissement pour un montant global proche de 18 milliards d'USD d'ici 2016. Le Premier Ministre René Cornejo a déclaré que le gouvernement assignerait en 2014 des contrats pour une valeur de 13 milliards d'USD. L'agence ProInversión (www.proinversion.gob.pe) regorge d'opportunités d'investissements pour les professionnels du domaine.

PROGRAMME D'INVESTISSEMENT 2014- 2016

INFRASTRUCTURES	INVESTISSEMENT (en millions d'USD)
Route	11.421
Rail	5.300
Aéroports	420
Ports	548
Canaux	87
Total	**17.776**

Source : Ministère des Transports et des Communications (2014)

OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT DANS LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

PROJECT NAME	STATUT	ESTIMATED INVESTMENT	TYPE OF CONCESSION	CONCESSION PERIOD	ESTIMATED AWARD DATE
The Amazon Waterway	Called	USD 69.4 million (VAT not included)	Co-financed	20 years	2nd quarter 2014
Lines 3 and 4 of the basic network of the metro of Lima and Callao	To be called	Under evaluation	Co-financed	35 years	2015
Huancayo-Huancavelica railway	To be called	Under evaluation	Co-financed	30 years	1st quarter 2015
Fast monorail mass transportation system - Arequipa	Under evaluation	Studies in progress	Co-financed	?	2015
Longitudinal de la Sierra highway, section 4	To be called	The sector is conducting the final engineering studies	Co-financed	25 years	1st quarter 2015
Longitudinal de la Sierra highway, section 5	To be called	The sector is updating the upgrading and improvement cost	Co-financed	25 years	2nd quarter 2015
Panamericana Sur highway, section ICA-DV.Quilca	Under evaluation	Under evaluation	Self sustaining	?	2015
Concessions in urban areas peripheral ring road	Under evalution	Studies in progress	Co-financed	?	1st quarter 2015

Source : ProInversión (30 avril 2014)

ROUTE

Le réseau routier péruvien couvre environ 80.000 km, dont moins de la moitié sont asphaltés. Il relie toutes les régions du pays malgré les complexités géographiques. Trois axes principaux traversent le Pérou du nord au sud :

- la mythique Panaméricaine qui longe la côte (2.700 km de Tumbes à Tacna),
- la Longitudinal de la Sierra (3.500 km de Piura à Puno) et
- la Longitudinal de la Selva (2.800 km de Cajamarca à Junin).

L'autoroute « Longitudinal de la Sierra » est citée dans les priorités du ministère des Transports et Communications. L'objectif est de paver les 1.500 km qui ne le sont pas encore et de rénover les 2.000 km déjà asphaltés qui souffrent d'un manque de maintenance. Le montant de ces travaux est estimé à 4 milliards d'USD.

Les autorités ambitionnent également de créer un réseau secondaire afin de mieux connecter la côte aux villes de l'arrière-pays montagneux, qui coûterait 9 milliards d'USD supplémentaires. La construction d'un anneau routier désengorgeant Lima est à l'étude. En avril 2014, le ministère a également dévoilé le projet d'une nouvelle route reliant Tacna et la capitale bolivienne La Paz. Le coût est estimé à 182 millions d'USD.

RAIL

Comptant environ 2.000 km, le réseau ferroviaire est assez limité. Même s'il sert aussi au transport de passagers et de marchandises, il est massivement utilisé pour le transport de produits miniers. 240 km appartiennent d'ailleurs à l'entreprise d'extraction Southern Perú.

Ferrocarrill Central Andino exploite la plus importante ligne de chemin de fer péruvienne, entre Lima et Huancayo. Elle a investi 10 millions d'USD depuis 2000 dans la modernisation du tronçon et envisage actuellement l'augmentation de sa capacité.

Des projets conséquents sont prévus pour le réseau de transport urbain de la capitale, qui concentre un tiers de la population. Quatre nouvelles lignes de métro seront construites en plus de la ligne unique, opérationnelle depuis 2012, et des connexions de bus et de train déjà existantes.

Un consortium («Consorcio Nuevo Metro de Lima») composé de deux sociétés espagnoles, une italienne et une péruvienne, a obtenu fin mars 2014 la concession pour la construction et l'entretien de la deuxième ligne de métro de Lima. Le chantier coûtera 5,6 milliards d'USD, dont 3,8 seront payés par le gouvernement et le reste par le consortium. Les autorités déclarent qu'il s'agit du plus important projet d'infrastructure en cours au Pérou. Son tracé de 35 km reliera le district d'Ate dans le nord-est de la capitale au port de Callao, en passant par l'aéroport international Jorge Chavez et transportera 600.000 personnes par jour selon les prévisions.

AÉROPORTS

Le transport aérien est développé et dessert 21 grandes villes avec des vols réguliers. La jungle amazonienne comporte également des aérodromes, parfois l'unique moyen pour atteindre des populations isolées dans des zones inaccessibles par la route.

Quatre compagnies majeures assurent les liaisons intérieures : Lan Perú, Taca Perú, Star Perú et Peruvian Airlines. Les principaux aéroports péruviens sont ceux de Lima, Cusco, Trujillo et Arequipa.

L'aéroport international Jorge Chávez de Lima est l'un des plus importants d'Amérique du Sud, à la fois pour le transport de passagers, de frets et de courriers. Grâce à son emplacement, il est devenu un véritable hub de liaisons internationales. Il est exploité par Lima Airports Partners (LAP) et a accueilli 13 millions de voyageurs et 19 compagnies aériennes en 2012. En 2013, le gouvernement lui a accordé une parcelle afin d'étendre la zone aéroportuaire et y installer des pistes d'atterrissage supplémentaires, des zones de parking et un nouveau terminal.

Un second projet d'envergure porte sur l'aéroport international de Chinchero-Cusco (AICC). Il a été initié par ProInversión en 2013, afin de faciliter la connexion entre Cusco et la capitale, deux lieux hautement touristiques. Le projet comprend le développement, la construction et le financement de l'aéroport ainsi que l'administration, la gestion et l'entretien avec une concession courant sur 30 ans et un montant d'investissement estimé à 356 millions d'USD.

PORTS

19 ports maritimes sont répertoriés au Pérou. Celui de Callao, idéalement situé dans la zone centrale du littoral péruvien, est le plus important. Il est exploité par Dubai Port World et draine 90 % du trafic maritime national. Les navires interocéaniques y accèdent en traversant le détroit de Magellan ou le canal de Panama.

Ses installations sont cependant actuellement insuffisantes au niveau de la capacité et de la technologie pour répondre aux flux quotidiens. Le manque d'infrastructures modernes rend les coûts d'exploitation relativement élevés et affecte la compétitivité maritime du Pérou. Le chargement et le déchargement coûtent ainsi

90 USD à Callao, soit trois fois plus qu'à Guayaquil (en Equateur) pour le même service. L'AFIN (association pour la promotion de l'infrastructure nationale) chiffre le déficit en équipements portuaires à 708 millions d'USD.

Des investissements de plus d'un milliard d'USD sont prévus entre les embarcadères nord et sud. Un troisième quai sera construit pour un montant estimé à 200 millions d'USD. Grâce à la concrétisation de ces projets, il s'agira du port le plus moderne et doté des meilleures installations de la côte ouest d'Amérique du Sud.

Afin de soulager celui de Callao, la privatisation des ports avoisinants s'avère nécessaire. Quelques-uns ont déjà été mis en concession (Piata, Matarani et Yurimaguas), alors que d'autres sont en cours de procédure. La construction du terminal d'Ica figure également parmi les projets portuaires.

CANAUX

Le transport fluvial est incontournable, vu l'accès à la jungle difficile par la route et par l'air. Le dragage du bassin amazonien, qui concentre la majorité des fleuves du pays, est un enjeu prioritaire.

Les quatre principaux ports sont ceux d'Iquitos, qui concerne plus de 80 % du trafic fluvial , de Yurimaguas, de Port Maldonado et de Pucallpa.

CONSTRUCTION

La construction de logements est en plein essor au Pérou. Une vingtaine de nouveaux centres commerciaux ont également été inaugurés ces dernières années.

La production intérieure de ciment, indicateur utilisé pour mesurer l'évolution du secteur, a progressé de 13 % en 2013. Les importations de matériel de construction, comme les grues, sont en hausse. En 2013, la croissance globale du secteur avoisinait les 10 %.

Les nouvelles habitations ont principalement été érigées à Lima (30 % du total) et dans le nord du pays. La capitale nécessite à elle seule 50.000 logements supplémentaires par an et le besoin d'ici à 2015 s'élèverait à 500.000 unités pour tout le Pérou.

De nombreux propriétaires construisent eux-mêmes leur maison, ce créneau représente 60 % du marché. Les programmes de logement subsidiés par l'état font partie des projets d'intégration sociale du gouvernement.

Le ministère de l'Economie et des Finances a voté une loi en juillet 2012 selon laquelle les sociétés de construction étrangères n'ont plus l'obligation de posséder un capital de départ au Pérou pour prendre part aux appels d'offres lancés par les autorités péruviennes. Cette mesure incitera l'investissement dans le secteur péruvien de la construction, dont la forte croissance devrait se maintenir durant les 20 prochaines années.

OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES BELGES

- Construction de logements
- Expertise ferroviaire
- Dragage
- Travaux portuaires
- Chantiers routiers et autoroutiers
- Chantiers aéroportuaires
- Equipements de sécurité
- Bulldozers
- Excavatrices
- Grues
- Matériel de concassage
- ...

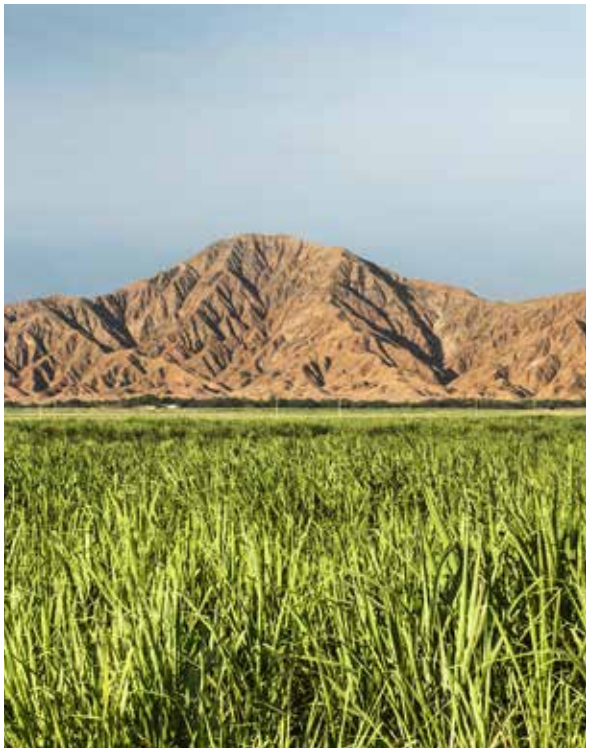
3.4 AGRO-INDUSTRIE

UNE GÉOGRAPHIE AVANTAGEUSE

Le secteur agro-industriel péruvien est en pleine expansion. Les zones géographiques et climatiques très diversifiées du Pérou lui permettent de cultiver et d'exporter toute l'année des produits frais. La contre-saisonnalité par rapport à ses nombreux marchés partenaires de l'hémisphère nord est également un atout.

La région côtière concentre la majorité des exploitations agricoles modernes destinées à l'exportation. Elle est caractérisée par une stabilité climatique tout au long de l'année et un sol favorable à la mécanisation et à l'irrigation. 87 % de ses terres sont irriguées, contre 36 % à l'échelle nationale.

L'asperge est le produit phare, qui a ouvert la voie vers le marché agricole international. Le Pérou en est le 3e producteur mondial, mais le premier exportateur. On y cultive et exporte aussi du cacao, de la canne à sucre, du paprika, des artichauts, des raisins, des avocats, des bananes, de mangues, des mandarines...



La région andine et la jungle amazonienne connaissent un développement agricole plus modeste. Elles comptent davantage de petites parcelles et des cultures de substances peu productives, destinées à la consommation locale, comme la pomme de terre, le maïs, l'oignon, le café.

Le 4e recensement agricole du Pérou a été réalisé en 2012 par l'INEI et le ministère de l'Agriculture. 30,1 % du territoire péruvien est dédié à l'agriculture et à l'élevage, soit 38,7 millions d'hectares, 1,6 million de plus que lors du recensement précédent de 1994. La quantité de producteurs et la taille moyenne de l'unité agricole ont augmenté également.

En 2013, 100.000 hectares de terrains ont été réservés à la culture d'asperges, d'avocats, de raisins de mangues, les quatre cultures principales du Pérou hormis le café. Cette surface devrait doubler grâce à des projets d'irrigation et d'expansion.

Le diagnostic confirme aussi la précarité du secteur. 77,3 % des producteurs n'emploient pas de machines et 38 % ne recourt pas aux engrais. 90 % ne reçoivent aucune assistance technique et 92 % ne font pas de crédit.

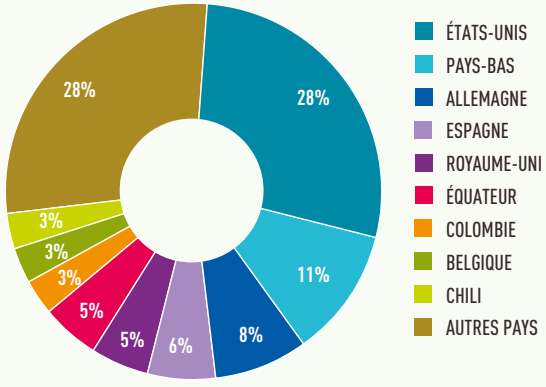
RANG MONDIAL	PRODUCTION	EXPORTATION
1er	Farine et huile de poisson	Asperges, paprika, café bio, bananes bio
2e	Canne à sucre	
3e	Olives, asperges	Poivrons confits
4e	Artichauts	Café
5e		Mangues, avocats
6e	Raisins	
7e		Calamars géants

Source : Expo alimentaria / FIT (2014)

DES EXPORTATIONS TRADITIONNELLES ET EXOTIQUES

Le Pérou exporte des produits frais ou travaillés vers plus de 145 pays. 42 % sont vendus aux membres de l'UE. Les producteurs péruviens profitent de l'engouement des Européens pour les articles issus du commerce équitable et de l'agriculture biologique. L'accord bilatéral entre l'UE et le Pérou devrait faciliter davantage les échanges (voir 2.2 Commerce extérieur). La plupart des machines sont déjà exemptées de taxe douanière, tandis que les denrées agricoles se verront accorder des concessions tarifaires substantielles. La Belgique est le 8e client du Pérou en matière agricole.

EXPORTATIONS AGRICOLES PAR PAYS (2013)



Source : Adex Data Trade (2014)

Parmi les produits, on distingue généralement les produits d'exportation traditionnels (café, sucre...), les produits exotiques (mangues, papayes...) et les produits novateurs (produits bio...).

Le café est la marchandise qui génère le plus de recettes. Ses exportations ont connu un fort ralentissement en 2013, consécutif à la chute des prix sur les marchés. Il est suivi par les asperges et par les raisins. A elles trois, ces denrées représentent 40 % des ventes agricoles péruviennes.

Le pays est également le 1er exportateur mondial de café bio, de bananes bio, de paprika et d'asperges.

EXPORTATIONS AGRICOLES 2012 ET 2013

	POIDS NET (en milliers de tonnes)			VALEUR FOB (en millions d'USD)			PRIX (en USD/tonnes)		
Produits	2012	2013	Var %	2012	2013	Var %	2012	2013	Var %
Café (non torréfié)	262	236	-9,9 %	1.008	691	-31,4 %	3.840	2.930	-23,7 %
Asperges	183	182	-0,5 %	531	607	14,3 %	2.898	3.336	15,1 %
Raisins frais	144	172	19,4 %	354	441	24,6 %	2.452	2.564	4,6 %
Avocats frais	83	114	37,3 %	137	184	34,3 %	1.639	1.613	-1,6 %
Mangues	120	158	31,7 %	156	182	16,7 %	1.296	1.151	-11,2 %
Aliments pour animaux	141	122	-13,5 %	112	109	-2,7 %	791	891	12,6 %
Lait (en poudre)	69	70	1,4 %	105	104	-1,0 %	1.537	1.491	-3,0 %
Alcool	99	119	20,2 %	89	100	12,4 %	900	844	-6,2 %
Bananes	119	123	3,4 %	81	88	8,6 %	686	717	4,5 %
Artichauts (préparés)	37	30	-18,9 %	112	86	-23,2 %	3.057	2.833	-7,3 %
Autres	1.159	1.210	4,4 %	1.705	1.834	7,6 %			
Total	**2.416**	**2.536**	**5,0 %**	**4.390**	**4.426**	**0,8 %**			

Source : Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation (2014)

L'ADEX, Association des exportateurs péruviens, organise annuellement une foire alimentaire « Expo Alimentaria ». Elle met en évidence les biens alimentaires et les boissons, mais également les machines, les équipements, les containers, les emballages ou les services au secteur.

De plus en plus célèbre, elle organisera sa prochaine édition à Lima, du 15 au 17 octobre 2014. 600 exposants seront présents et plus de 30.000 professionnels du secteur sont attendus, qu'ils soient producteurs, importateurs, exportateurs, industriels de l'alimentaire, fournisseurs de services et d'équipements.

La cuisine péruvienne est également mise à l'honneur. Les restaurants représenteraient 3 % du PIB et le secteur croît plus vite que l'économie globale du pays. La gastronomie locale s'exporte particulièrement bien et des centaines d'enseignes péruviennes ont ouvert leurs portes dans le monde au cours de la dernière décennie.

> The peruvian capital has become a gastronomic mecca [...] Peru has long been known as a commodity exporter. Through its cuisine it is now adding value to many of its raw materials.

The Economist
22 février 2014

MODERNISATION ET IRRIGATION

Les autorités encouragent le développement des exportations agricoles en consentant des investissements importants pour moderniser le matériel et irriguer les terres.

L'augmentation des coûts de la main-d'œuvre et du prix des terrains, le manque d'infrastructure, la révision de la loi sur le travail, la pénurie d'eau et les conséquences du changement climatique sont autant de facteurs préoccupants. Le secteur a besoin de relancer sa compétitivité.

Optimiser le choix des semences et des engrais ainsi que l'usage des machines en fonction du terrain exploité s'avère primordial. Le Pérou doit booster sa productivité et moderniser ses technologies agricoles pour conserver une position confortable sur l'échiquier agroalimentaire mondial.

L'irrigation des zones côtières fait l'objet de projets d'envergure comme Chavimovich III (à La Libertad), Majes Siguas II (à Arequipa) et Alto Piura (à Piura). Le chantier d'Olmos (222 millions d'USD) devrait s'achever fin 2014. Il arrosera 43.500 ha et fournira ainsi 38.000 ha de superficie exploitable supplémentaire. Ces investissements devraient conjointement permettre la mise en culture de plus de 120.000 hectares de terre au cours des prochaines années et de doubler la production agricole en dix ans. A Huancavelica, l'aménagement d'un canal de 72 km est prévu.

Les technologies visant à améliorer l'utilisation efficace de l'eau et ses systèmes de gestion représentent d'excellents débouchés pour nos entreprises.

OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES BELGES

- Système de gestion des eaux
- Utilisation efficace de l'eau
- Solutions d'irrigation
- Mécanisation des cultures
- Equipements pour la transformation et l'emballage des produits agricoles
- Equipements pour le remplissage de bouteilles
- Equipements de transport de marchandises agricoles
- Echangeurs de chaleur
- Machines pour l'industrie laitière
- Machines pour le traitement des farines et des céréales
- Machines pour le conditionnement des fruits et légumes
- Produits chimiques
- ...

4

RÉUSSITES RÉCENTES

AURIGA INTERNATIONAL 66

MYDIBEL 68

ENERSUR (GROUPE GDF SUEZ) 70

IEQSA (GROUPE UMICORE) 72

PRODAC (GROUPE BEKAERT) 73

DURABILIS 74

AURIGA INTERNATIONAL

SECTEUR : PHARMACIE

Créée en 1997 sous l'impulsion des travaux du docteur Alfred Marchal, Auriga International est une société belge spécialisée dans la création, la fabrication, la distribution et le développement de produits dermo-cosmétiques. Son nom est associé à la recherche en médecine esthétique, en dermatologie et en chirurgie plastique.

Auriga International considère la recherche et le développement comme sa priorité absolue. Elle prône une innovation continue, couronnée par de nombreux brevets à travers le monde, mais aussi par un élargissement annuel de sa gamme, et ce, en fonction des besoins du marché.

Elle a rapidement connu le succès grâce à son Flavo-C®, un sérum anti-âge révélateur d'éclat. C'est en découvrant comment stabiliser la vitamine C sous sa forme libre et active que le docteur Marchal a conçu le premier sérum hautement concentré en vitamine C.

L'enseigne compte actuellement une quarantaine de références et démontre un savoir-faire dans des domaines aussi variés que l'anti-âge, la pigmentation, la cicatrisation, les cernes, les bleus et rougeurs, la fragilité des ongles, la protection solaire… Ses produits sont vendus en pharmacie et en parapharmacie ; ils sont conseillés par les dermatologues, les médecins esthétiques et les chirurgiens plastiques.

Son siège est situé à Braine-l'Alleud et elle dispose de deux filiales, en France et à Hong-Kong. Depuis septembre 2010, l'entreprise maîtrise pleinement les processus de fabrication de ses articles grâce à son laboratoire Auriga Creation SA, établi à Mons. Il compte cinq lignes de conditionnement, trois cuves de production ainsi qu'une salle dédiée au maquillage.

La marque s'exporte aujourd'hui aux quatre coins du monde, dans plus de 60 pays. En collaboration étroite avec des partenaires locaux professionnels et dédiés, Auriga International établit des stratégies de vente en fonction des attentes spécifiques de chaque marché. Assurant la formation scientifique de ses délégués médicaux, elle participe également à des congrès, des ateliers, des lancements de produits et des symposiums.

Dans les rayons sud-américains, Auriga International est déjà présente en République dominicaine, en Equateur, au Guatemala, au Costa Rica, en Colombie, au Venezuela ainsi qu'au Pérou.

C'est grâce à la firme Medstyle Perunana S.A.C. qu'Auriga International promeut ses articles au Pérou depuis 2001. Ce laboratoire importe, distribue et commercialise des produits de marques pour les besoins de la chirurgie plastique et la dermatologie, au travers d'une trentaine de points de vente. Dotés d'une excellente connaissance du marché, les collaborateurs de Medstyle sont réactifs et créatifs.

Jusqu'en 2010 cependant, peu de contacts liaient les deux parties et seule la gamme de produits à base de vitamine K était proposée au Pérou. Cecilia Neirynck (export manager) se rendit alors sur place pour conduire une étude du marché, épaulée par l'attachée économique et commerciale locale de l'AWEX. Cette initiative permit à Auriga de donner un souffle nouveau à sa popularité au Pérou en renégociant son contrat avec Medstyle et en y intégrant plus de produits conformes aux besoins spécifiques des Péruviens, par exemple la lutte contre le photovieillissement de la peau causé par le soleil. La croissance annuelle des ventes d'Auriga au Pérou tourne actuellement autour de 40 à 50 %.

La société cherche à démarcher en priorité les key opinion leaders (KOL) du secteur : les chirurgiens, les médecins plasticiens et les dermatologues. Elle estime les échanges d'expérience entre spécialistes, pratique courante en Amérique du Sud, riches d'enseignements. L'adaptation aux différences culturelles s'avère un facteur de réussite certain.

Pour asseoir sa visibilité, Auriga est fidèle au congrès de dermatologie bisannuel RADLA, le plus important du continent. La prochaine édition se tiendra en 2015 à Lima, en collaboration avec Medstyle.

www.auriga-int.com

Notre valeur ajoutée réside donc dans la qualité de notre recherche, qui n'est pas l'exclusivité des géants.

Dr Alfred Marchal
Fondateur et CEO

« Caminante, no hay camino, se hace el camino al andar » (Toi qui marches, il n'existe pas de chemin. C'est en marchant qu'on fait le chemin).

Cette citation du poète Antonio Machado est une métaphore de notre expérience au Pérou. L'idée est de souligner aussi que, outre une belle stratégie qu'on a pu élaborer depuis une tour d'ivoire avec des données concrètes de marché, derrière cela, il y a les réalités locales auxquelles on est confronté. Et ce n'est qu'à partir du moment où on avance sur ce chemin — entendre par là aussi sur le terrain — que le chemin se fait.

Cecilia Neirynck
Export manager
(juin 2014)

MYDIBEL

SECTEUR : AGROALIMENTAIRE

Mydibel est née de la passion de son fondateur Roger Mylle. D'abord distributeur de produits agricoles, il se concentre sur le commerce de la pomme de terre. Il pose la première pierre de Mydibel en 1988 à Mouscron, épaulé par son épouse et ses deux fils. Aujourd'hui encore, l'entreprise conserve son caractère familial et surnomme son réseau de collaborateurs, fournisseurs et clients la « Happy Potato Family ».

Chaque jour, 2.000 tonnes de pommes de terre sont acheminées vers les installations du groupe Mydibel. Elles y sont transformées en produits finis prêt-à-l'emploi, à raison de 180.000 tonnes par an.

Ses premières ventes portaient sur des spécialités de pommes de terre coupées, surgelées et précuites, sous forme de frites, de rondelles, de quartiers ou de dés. Au fil des ans, Mydibel va diversifier son offre et lancer deux autres gammes sur le marché. Depuis 1998 tout d'abord, Pomcobel fabrique des produits à base de purée surgelée (croquettes, röstis, pommes noisette, purées en portions...). Ensuite, Gramybel répond depuis 2002 à la demande croissante en flocons et granules de pommes de terre utilisées pour la préparation de chips, de pâtes, des mélanges instantanés de purée et même comme adjuvant pour le pain.

La situation de Mydibel au cœur de l'Europe est un atout essentiel, tant pour l'acheminement des matières premières que pour la livraison du produit fini. L'entreprise détient sa propre société de transport, Transmyl, pourvue d'une flotte 24 camions. La distribution à grande échelle se fait grâce à des transporteurs et des compagnies maritimes certifiés.

Des investissements conséquents ont été récemment consentis. Outre le lancement fin 2012 d'une nouvelle identité visuelle et d'un nouveau design de packaging, un centre logistique a été aménagé, avec notamment un vaste entrepôt frigorifique entièrement automatisé. Une de ses particularités est l'Orbiter, un système de stockage compact unique dans le secteur, basé sur des navettes qui peuvent déplacer des palettes dans des canaux et les disposer dans l'ordre du déchargement des camions (sequencing).

Mydibel est doté d'un New Product Development Center, responsable de la recherche et du développement, afin d'étendre continuellement la gamme de produits et de façon innovante (nouveaux arômes, nouvelles formes, nouveaux ingrédients...).

Mydibel écoule aujourd'hui ses produits dans plus de 100 pays. En Amérique du Sud, berceau de la pomme de terre, la culture du tubercule reste traditionnelle et liée à la consommation familiale. Les produits de la marque belge connaissent un véritable succès.

En juillet 2012, le directeur des ventes a effectué une première visite au Pérou. Elle lui a permis de mieux cerner la demande du marché local et a débouché sur la sélection de deux distributeurs. Deux ans plus tard, la patience a porté ses fruits : un des partenariats connaît une croissance des ventes de 50 % début 2014. Les frites de la marque Mydibel sont actuellement consommées au Pérou grâce au secteur de la restauration. Les gammes de produits en 1 kg et 750 g sont progressivement écoulées dans le commerce de détail.

www.mydibel.be

Nous pouvons conseiller à chaque entreprise belge qui veut se lancer sur le marché péruvien de bien se renseigner sur les partenaires potentiels et d'avoir beaucoup de patience. Il y a certainement de bonnes affaires à développer.

Stefaan Opstoel
Sales assistant
(juin 2014)

ENERSUR (GROUPE GDF SUEZ)

SECTEUR : ÉNERGIE

Le groupe français GDF Suez est né en 2008 d'une fusion entre Gaz de France et Suez. Il est présent en Belgique depuis 2003, actionnaire à 100 % de la société belge Electrabel.

GDF Suez est un acteur mondial de l'énergie et expert dans trois métiers : électricité, gaz naturel et services à l'énergie. Il inscrit la croissance responsable au cœur de ses activités pour relever les enjeux énergétiques et environnementaux actuels : répondre aux besoins en énergie, assurer la sécurité d'approvisionnement, lutter contre les changements climatiques et optimiser l'utilisation des ressources.

Il est présent dans 70 pays et sur 5 continents. Premier producteur indépendant d'électricité au monde, il compte 113,7 GW de capacités de production électrique installées. Il emploie au total 147.200 collaborateurs pour un chiffre d'affaires de 81,3 milliards d'EUR en 2013. L'Amérique latine représente aujourd'hui le premier marché de GDF Suez après l'Europe. Le groupe y opère plus de 10 % de son parc électrique (13,0 GW installés et 3,9 GW en construction).

GDF Suez est le premier investisseur belge au Pérou. Il détient une participation de 61,7 % dans EnerSur, une société privée productrice d'électricité. Le groupe est devenu le deuxième opérateur énergétique du pays, avec un portefeuille de plusieurs centrales thermiques et hydroélectriques, représentant une capacité de près de 2.000 MW.

Par l'intermédiaire d'EnerSur, GDF Suez a remporté en décembre 2013 l'appel d'offres portant sur la construction et l'exploitation d'une centrale thermique de 500 MW à Ilo, dans le sud du Pérou. Ce projet, estimé à 500 millions d'USD, est adossé à un contrat d'investissement sur 20 ans avec l'Etat péruvien. La centrale devrait entrer en service en 2017 et fournir de l'énergie aux particuliers et aux sociétés industrielles de la région. Dans une première phase, elle sera alimentée au diesel afin d'assurer la stabilité du réseau électrique au Pérou. Elle fonctionnera ensuite au gaz naturel, une fois le gazoduc en cours de développement terminé.

Suite à un accord conclu avec ProInversión portant sur une nouvelle licence d'exploitation, la capacité sera dotée de 100 MW supplémentaires. Elle permettra de faire face à la hausse attendue de la demande d'énergie.

En avril 2013, GDF Suez a en outre signé en présence de la Ministre de l'Inclusion sociale et du Développement du Pérou, un protocole d'accord avec Microsol, une entreprise sociale œuvrant pour offrir un accès durable à l'énergie aux populations défavorisées.

www.gdfsuez.com
www.enersur.com.pe

GDF Suez est entré sur le marché énergétique péruvien en 1997 et a depuis investi plus de 1,5 milliard de dollars dans le secteur de l'énergie. Grâce à ce nouveau projet, nous allons consolider notre position de premier producteur d'énergie dans ce pays et de partenaire majeur du développement économique et social du Pérou.

Gérard Mestrallet
Président directeur général de GDF Suez
(décembre 2013)

Nous pouvons désormais offrir un approvisionnement en électricité sécurisé à la région sud du Pérou.

Alex Keisser
Directeur général d'EnerSur
(juillet 2013)

Les récents développements de GDF Suez renforcent la présence du Groupe dans un pays où il est implanté depuis plus de 16 ans. En tant qu'énergéticien de référence du monde émergent, GDF Suez reste plus que jamais engagé dans un partenariat de long terme avec le Pérou.

Gérard Mestrallet
Président directeur général de GDF Suez
(avril 2013)

IEQSA (GROUPE UMICORE)

SECTEUR : MÉTAUX

Umicore est un groupe mondial spécialisé dans la technologie des matériaux et dans le recyclage des métaux précieux. Son activité est centrée sur des domaines d'application où son expertise en science des matériaux, en chimie et en métallurgie est reconnue. Elle s'articule autour de quatre secteurs : Catalysis, Energy Materials, Performance Materials et Recycling. Ceux-ci sont eux-mêmes subdivisés en business units orientés vers un marché spécifique. En 2013, le groupe employait 14.000 travailleurs et enregistrait un chiffre d'affaires de 2,4 milliards d'EUR (hors métaux).

Umicore compte 20 centres de R&D et consacre la plupart de ses investissements aux technologies propres, telles que les catalyseurs pour contrôle des émissions, les matériaux pour batteries rechargeables et pour applications photovoltaïques, les piles à combustible ainsi que le recyclage des métaux. Numéro un dans ce domaine, Umicore fait figure de proue. Son slogan « Materials for a better life » illustre son objectif de créer de la valeur durable.

Les origines d'Umicore remontent à plus de deux siècles. Le groupe est le fruit de l'intégration de plusieurs entreprises minières et de fonderie, qui ont évolué vers une société spécialisée en technologie des matériaux. Sa plus ancienne entité est la « Société anonyme des Mines et Fonderies de la Vieille-Montagne » de Moresnet, alors que la plus connue est sans doute l'Union Minière, qui exploitait les sous-sols miniers du Congo.

Siégeant à Bruxelles, Umicore compte 76 sites de production répartis dans 38 pays. Environ 5 % de son chiffre d'affaires est issu de ses activités sur le continent sud-américain. Il est présent au Brésil, en Argentine, mais également au Pérou.

Dans le cadre de sa réorientation vers la transformation en lieu et place de l'extraction, le groupe Umicore a acheté en 2003 40 % des actions d'IEQSA (Industrias Electro Químicas SA), un transformateur péruvien de zinc.

Situé près de la zone portuaire de Lima, IEQSA est le complexe industriel de transformation de zinc le plus important d'Amérique du Sud. Le Pérou est le 3e pays producteur minier de zinc au monde, après la Chine et l'Australie.

Ses opérations incluent la fabrication d'oxyde de zinc ainsi que la production des dérivés métallurgiques du zinc tels qu'alliages de zinc, zinc laminé (feuilles, bobines…), pastilles de zinc pour piles salines, poudres de zinc pour piles alcalines, bandes de zinc pour utilisation électrochimique…

IEQSA exporte régulièrement du zinc laminé en Europe vers les fabricants de gouttières, de tuyaux, de coudes et d'autres accessoires de couverture. Il en vend aussi pour des usages industriels (automobile, construction…), principalement vers les Etats-Unis, le Canada et le Brésil.

www.umicore.com
www.ieqsa.com.pe

PRODAC (GROUPE BEKAERT)

SECTEUR : MÉTAUX

Le groupe belge Bekaert a été fondé en 1880. Son siège est situé à Zwevegem, dans la région de Courtai.

Bekaert est leader technologique mondial dans ses deux compétences de base liées aux propriétés des métaux : la transformation de fil d'acier (steel wire transformation) et les revêtements (coating technologies). Il est numéro un sur ses marchés, notamment dans les produits tréfilés et de leurs applications.

Bekaert est actif dans presque tous les secteurs industriels (construction, automobile, énergie, agriculture...). Au service de ses clients dans 120 pays, Bekaert emploie 27.000 collaborateurs et a généré un chiffre d'affaires global de 4,1 milliards d'EUR en 2013.

Le slogan « better together » illustre la philosophie du groupe, centrée sur la coopération, aussi bien entre les travailleurs qu'avec la clientèle au travers de partenariats solides.

Les activités de Bekaert en Amérique latine remontent à 1950. Elles représentent actuellement 40 % des ventes, grâce aux résultats enregistrés par les filiales au Brésil, au Chili, en Colombie, en Equateur, au Venezuela, au Costa Rica et au Pérou. Le groupe compte 8.000 personnes sur ce continent.

En 1994, Bekaert a participé à la mise sur pied de l'entreprise péruvienne Prodac (Productos de Acero Cassadó SA) par le biais d'investissements conjoints avec des partenaires équatoriens, chiliens et péruviens. Bekaert possède aujourd'hui 76,1 % de son capital. L'entité fabrique et commercialise des articles tréfilés en acier pour la construction, pour les clôtures agricoles et pour les applications industrielles. Ses activités de production sont concentrées à Lima. Prodac exporte dans 45 pays d'Europe, d'Amérique et d'Océanie.

En décembre 2012, une nouvelle ligne de production a été installée chez Prodac avec la technologie Bekaert pour augmenter sensiblement la capacité de l'entreprise. Ne générant aucune émission durant le processus de fabrication du fil d'acier galvanisé, il s'agit de la 4e du genre au monde et la 1re en Amérique latine.

www.bekaert.com

DURABILIS

SECTEUR : AGROALIMENTAIRE

Durabilis est une entreprise d'investissement à objectif social. Son siège est établi à Zwijnaarde, près de Gand. Elle soutient des projets agricoles dans les pays en voie de développement, en Afrique et en Amérique latine. Durabilis vend des produits agricoles équitables à 36 chaînes de supermarché, dont Delhaize et Colruyt. Elle emploie actuellement environ 1.300 personnes.

Les prémisses de la société remontent à 2003 dans la ville coloniale de San Juan Del Obispo au Guatemala. Sebastiaan Saverys et Evert Wullfrank, représentants d'Ingénieurs sans Frontières, ont aidé un groupe d'agriculteurs à améliorer la qualité de leur récolte de nèfles et leur productivité ainsi qu'à écouler vers les marchés d'exportation haut de gamme. Ils ont créé conjoitement la coopérative agricole COOINCOM. La même année, la SWEC a été fondée en Belgique pour commercialiser les nèfles issues de COOINCOM. Sa contrepartie au Guatemala, CEIS, est devenue l'un des premiers piliers de Durabilis et a été incorporée plus tard à Fair-Fruit, suite à l'extension des exportations aux fruits et légumes.

Durabilis a été créée en 2005 dans le but d'aider les entreprises à se développer et à stimuler les opportunités d'affaires.

Les activités de Durabilis encadrent et intègrent la production, la transformation et la distribution de denrées agricoles pour les marchés locaux ou d'exportation. Elles sont organisées en quatre business units stratégiques portant sur différents produits : Fair-Fruit (fruits et légumes), Stevia One (stévia), Baraji (eau et jus) et Terral (riz). Durabilis est présente au Pérou au travers des deux premières.

Fair-Fruit opère au Pérou via la compagnie SID Peru qui cultive des mangues dans la province de Piura. La ferme Aurélie est dotée d'une capacité de production de 1.500 tonnes par an. FLP emballe et exporte les fruits vers les Etats-Unis et l'Europe. L'entièreté de la chaîne de valeur est supervisée par le groupe Durabilis.

Stevia One Peru a été fondée en 2009 et pilote trois fermes de stévia dans la région de San Martin. Elle a récemment étendu sa zone de culture de 250 à 500 hectares. Grâce à cet investissement, Durabilis pourra à présent récolter 400 tonnes de stévia par an, soit 10 % de la production mondiale. Edulcorant naturel et non calorique, cette plante est de plus en plus convoitée par l'industrie alimentaire. Sa demande s'accroît d'année en année et Durabilis entend bien profiter de cet engouement. Marc Saverys a injecté 50 millions d'EUR dans les activités de Stevia One au Pérou via le holding privé Saverco fin 2013. Il a parrainé la construction d'une fabrique de stévia au cœur de la jungle amazonienne. Les feuilles récoltées étaient jusqu'à ici séchées puis envoyées dans une raffinerie en Chine. Cet investissement permet dorénavant à Durabilis d'internaliser l'extraction de l'édulcorant et de rendre plus efficace l'entièreté du processus.

Les deux entités péruviennes Stevia One et SID Peru sont sur le point d'obtenir la certification Rainforest Alliance, attestant le respect des principes d'agriculture durable. Durabilis paie en outre les travailleurs péruviens au moins 25 % au-dessus du prix moyen du marché.

www.durabilis.eu

Aujourd'hui, nous devons sécher les feuilles et les envoyer dans une raffinerie en Chine, ce qui est peu efficace. En construisant l'usine d'extraction et de raffinage, nous aurons le tout en gestion propre et intégrée.

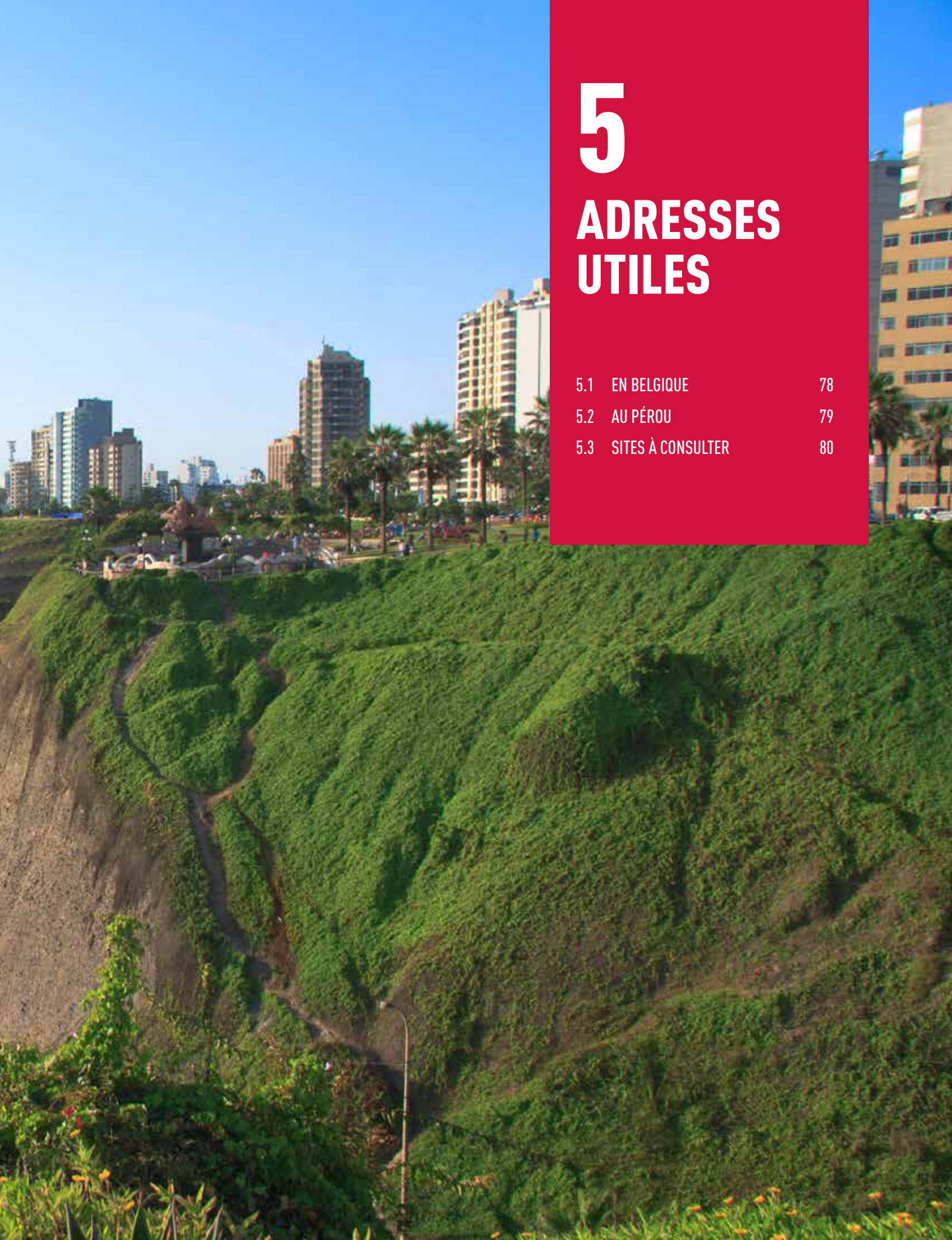
[...]

L'avenir de la stévia s'annonce prometteur. Nous avons effectué des analyses de marché en profondeur, indiquant que le produit n'est connu que depuis deux ans, mais atteint déjà un niveau considérable.

[...]

Le marché représente 4.000 tonnes de production par an, soit en valeur à peu près 400 millions d'euros. Avec notre investissement, nous pourrons produire 400 tonnes.

Sebastiaan Saverys
CEO de Durabilis
(janvier 2014)



5 ADRESSES UTILES

5.1 EN BELGIQUE 78

5.2 AU PÉROU 79

5.3 SITES À CONSULTER 80

5.1 EN BELGIQUE

AGENCE WALLONNE À L'EXPORTATION ET AUX INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS (AWEX)
Place Sainctelette, 2
1080 Bruxelles
+32 2 421 82 11
+32 2 421 87 87
mail@awex.be
www.awex.be

BRUXELLES INVEST & EXPORT
Avenue Louise, 500, boîte 4
1050 Bruxelles
+32 2 800 40 00
+32 2 800 40 01
info@brusselsinvestexport.be
www.bruxellesinvestexport.be

FLANDERS INVESTMENT & TRADE (FIT)
Boulevard du Roi Albert II, 37
1030 Bruxelles
+32 2 504 87 11
+32 2 504 88 99
info@fitagency.be
www.flandersinvestmentandtrade.be

AMBASSADE DU PEROU EN BELGIQUE
Ambassadeur :
S.E. Mme Cristina RONQUILLO DE BLÖDORN
Avenue de Tervuren, 179
1050 Bruxelles
+32 2 733 33 19
+32 2 733 48 19
info@embaperu.be
www.embaperu.be (en construction)

5.2 AU PÉROU

AMBASSADE DE BELGIQUE À LIMA

Ambassadeur : S.E.M. Michel DEWEZ
Avenida Angamos Oeste, 380 Miraflores
Lima 18
PE - Lima
+ 51 1 241 75 66
+ 51 999 965 550 (en cas d'urgence en dehors des heures d'ouverture)
+ 51 1 241 63 79
lima@diplobel.fed.be
www.diplomatie.belgium.be/peru

AGENCE WALLONNE À L'EXPORTATION ET AUX INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Attaché économique et commercial :
Mme Marjorie INGHELS
c/o Embajada de Bélgica
Calle 26B - n°4 A - 45 (Piso 7) – Edificio KLM
Barrio La Macarena
CO - Bogota
+ 57 1 380 03 30
+ 57 1 243 43 50
m.inghels@awexbogota.co
bogota@awex-wallonia.com

BRUXELLES INVEST & EXPORT

Bruxelles Invest & Export ne dispose pas d'attaché économique et commercial propre au Pérou. Les entreprises bruxelloises souhaitant un soutien dans ce pays peuvent néanmoins s'adresser à l'attaché économique et commercial de l'AWEX, Mme Marjorie Inghels.

FLANDERS INVESTMENT & TRADE

Trade and Investment Commissioner:
M. Alexis BOSSUYT (jusque fin 2014)
Trade and Investment Commissioner:
M. Siegfried VERHEIJKE (à partir de fin 2014)
Flanders Investment & Trade
c/o Embajada de Bélgica
Avenida Providencia 2653 – Of. 1103
Providencia
RCH - Santiago de Chile
+ 56 2 2334 35 65
santiago@fitagency.com

5.3 SITES À CONSULTER

Portail national
www.peru.gob.pe

BCRP (Banque nationale)
www.bcrp.gob.pe

ProInversión (Agence de promotion de l'investissement)
www.proinversion.gob.pe

INEI (Institut national de statistiques)
www.inei.gob.pe

Ministère du Commerce extérieur et du Tourisme
www.mincetur.gob.pe

Ministère de l'Economie et des Finances
www.mef.gob.pe

Ministère de l'Energie et des Mines
www.minem.gob.pe

Ministère des Transports et des Communications
www.mtc.gob.pe

Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation
www.minag.gob.pe

Ministère de la Santé
www.minsa.gob.pe

6
SOURCES

Agence wallonne à l'exportation et aux Investissements étrangers
www.awex.be

Bruxelles Invest & Export
www.bruxellesinvestexport.be

Flanders Investment & Trade
www.flandersinvestmentandtrade.be

SPF Affaires étrangères
www.diplomatie.be

Groupe Credendo
www.credendogroup.com

Organisation mondiale du Commerce
www.wto.org

Fonds monétaire international
www.imf.org

Organisation de coopération et de développement économiques
www.oecd.org

Banque mondiale
www.worldbank.org

The Economist Intelligence Unit
www.eiu.com

Forum économique mondial
www.weforum.org

France Diplomatie
www.diplomatie.gouv.fr

US Commercial Service
www.trade.gov/cs/

L'Echo
www.lecho.be

BBVA
www.bbvaresearch.com

Agence internationale de l'énergie
www.iea.org

Reuters
www.reuters.fr

Ernst & Young (Peru's business & Investment Guide 2014/2015)
www.ey.com

Commission européenne
http://ec.europa.eu

Peru This Week
www.peruthisweek.com

OSINERGMIN (Régulateur national péruvien en matière de mines, de pétrole et d'énergie)
www.osinergmin.gob.pe

SNMPE (Société nationale péruvienne des mines, du pétrole et de l'énergie)
www.snmpe.org.pe

COES SINAC (Comité de gestion du réseau énergétique national péruvien)
www.coes.org.pe

COMEXPERU (Société du commerce extérieur péruvien)
www.comexperu.org.pe

ADEX (Association des exportateurs péruviens)
www.adexdatatrade.com

NOTES

belgian
foreign trade agency

Agence pour le Commerce extérieur
Rue Montoyer 3
1000 Bruxelles
+32 2 206 35 11
www.abh-ace.be

Wallonia.be
EXPORT
INVESTMENT

Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers
Place Sainctelette, 2
1080 Bruxelles
+32 2 421 82 11
www.awex.be

invest-export.brussels

Bruxelles Invest & Export
Avenue Louise 500/4
1050 Bruxelles
+32 2 800 40 00
www.brusselsinvestexport.be

FLANDERS
INVESTMENT &
TRADE

Flanders Investment & Trade
Boulevard du Roi Albert II, 37
1030 Bruxelles
+32 2 504 87 11
www.flandersinvestmentandtrade.be

Bien que tout ait été mis en œuvre afin de fournir une information précise et à jour, ni l'Agence pour le Commerce extérieur, ni ses partenaires (Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, Bruxelles Invest & Export et Flanders Investment & Trade) ne peuvent être tenus responsables d'erreurs, d'omissions et de déclarations mensongères. Ils ne peuvent non plus être tenus responsables d'utilisation ou d'interprétation des informations contenues dans cette étude, qui ne vise pas à délivrer des conseils.

DATE DE PUBLICATION : SEPTEMBRE 2014

EDITEUR : FABIENNE L'HOOST
AUTEUR : NICOLAS PREILLON
GRAPHISME ET RÉALISATION : CIBLE COMMUNICATION (www.cible.be)
IMPRIMÉ SUR DU PAPIER CERTIFIÉ FSC
CETTE ÉTUDE EST ÉGALEMENT DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DE L'AGENCE POUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR : WWW.ABH-ACE.BE
REPRODUCTION AUTORISÉE MOYENNANT MENTION DE LA SOURCE.

agence pour le
commerce extérieur